

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris. Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Vive la République des Soviets (*Amédée Dunois*).  
— La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*).  
— L'épuration du Parti Communiste Russe (*N. Lé-  
nine*). Les Tendances nouvelles de l'Anarchisme  
Russe (*Victor Serge*).

Le 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou : Les Thèses et Résolu-  
tions adoptées. — Chronique Internationale :  
Angleterre (*Philips Price*); Allemagne (*K. J.*);  
Documents divers, etc.

# Vive la République des Soviets !

**D**ANS quelques jours — dimanche, 7 novembre — la République des Soviets entrera dans sa cinquième année d'existence.

Je m'en voudrais de distraire aujourd'hui ma pensée de cet anniversaire, dont l'Internationale Communiste nous recommande justement de faire comme le « motif central » de la Semaine de Recrutement et de Propagande qui, dans tous les pays, commence à l'heure où j'écris.

Quatre ans ! La République des Soviets a vécu quatre ans ! Quel annaliste documenté, ordonnant le chaos des matériaux épars, nous offrira de cette olympiade prodigieuse une histoire digne d'elle ? Car les événements vont si vite, se succèdent à flots si pressés, que les quelques ouvrages dont les Français disposent sont dès maintenant dépassés : je songe aux *Notes* de Sadoul, aux vibrants reportages de Ransome et de Lansbury, à l'exposé loyal d'Etienne Autonelli. A l'heure qu'il est, tout cela date. Alfred Rosmer, qui rentre de Russie avec un énorme bagage de matériaux et d'impressions, ne voudra-t-il pas être cet historien ? Il n'est pas défendu de l'espérer.

Ce qu'a été pour nous, depuis quatre ans, la Révolution russe, il faudrait, pour le dire, des mots qui n'aient jamais servi, des mots neufs et purs comme le printemps, des mots qui jailliraient du cœur comme de l'onde amère la divine Astarté... Elle a été comme le pain quotidien dont nous nous sommes nourris. Nous avons participé, par l'allégresse ou par l'angoisse, à toutes les vicissitudes de son destin.

Avons-nous fait suffisamment pour elle ? Lui avons-nous prêté cet appui absolu qu'elle attendait de nous ? Avons-nous assez fortement compris qu'à cette heure, en quelque lieu que nous soyons, la préoccupation de son salut, de sa victoire, doit primer tout et qu'auprès d'elle,

il n'y a rien, il ne peut rien y avoir, sinon des intérêts dérisoires ou des entraînements subalternes ?

Avons-nous assez réfléchi à ce que serait pour nous l'étendue du désastre, l'immensité sinistre de la nuit, si demain cette torche grandiose qui brûle à l'Est de l'Europe, au centre de l'ancien monde, venait tout à coup à s'éteindre ? Nous sommes-nous assez dit que la particularité sublime de la Révolution russe, c'est de n'être pas russe, mais mondiale, et que, semblable au Christ de la légende, mort pour l'humanité tout entière et non pour un seul peuple élu, c'est pour les prolétaires de tous les pays et de toutes les races qui souffrent, combattent et succombent les prolétaires de la Russie soviétique ? Prolétaires de tous les pays, réentendez le cri de Marx : Unissez-vous ! Unissez-vous d'abord autour de la Révolution russe, brasier incandescent et crépitant d'où jaillira dans l'avenir l'étincelle sacrée qui portera l'incendie sur tous les points de ce vieux monde.

Il n'y a un an à peine — un mois ou deux avant Tours — deux de nos camarades, guesdistes de vieille date, acquis à la 3<sup>e</sup> Internationale, allèrent voir à Passy le vieux Guesde solitaire et aigri. Ils ne purent le gagner à leur cause, s'ils tentèrent toutefois de l'y gagner. Mais ils obtinrent de lui ce mot frappant que je voudrais redire : *Il faut monter la garde autour de la Révolution russe*. Par quoi le vieux lutteur entendait signifier ceci : que, soldats détachés de la révolution russe, nous en tenons le front de France, comme d'autres le front d'Italie, d'autres le front d'Allemagne, le front d'Angleterre ou des Etats-Unis...

Pourquoi les communistes sont-ils tout seuls à le tenir, ce front de France, tout seuls à la monter, cette garde que le vieux Guesde récla-

maît impérieusement de tous ? Pourquoi faut-il que de trop nombreux socialistes soient, dans tous les pays et notamment en France, au premier rang des ennemis de la Révolution russe ? Pourquoi ne peut-on s'empêcher de penser que si elle était vaincue, ils seraient aussi les premiers à danser autour d'elle l'horrible danse du scalp ?

Ce n'est pas aux formules qu'il faut juger les hommes. Ni les hommes ni les idées. Ce n'est point sur le fait qu'ils récitent par cœur la formule d'Amsterdam — vous savez : « la tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe ! » — qu'un Renaudel et un Thomas, un Léon Blum et un Boncour, un Jean Longuet et un Paul Faure doivent être finalement jugés. C'est sur ce qu'ils ont fait, depuis Tours, pour la Révolution russe. Ce qu'ils ont fait pour elle ? Néant. Ce qu'ils ont fait contre elle ? Voyez le *Populaire*, cet égout collecteur de toutes les calomnies, de toutes les diffamations contre les Soviétiques...

Si les soviétiques n'avaient contre eux que les États capitalistes, et s'ils avaient pour eux le prolétariat universel, nous pourrions être assez tranquilles. Mais jusque dans son attitude à l'égard du gouvernement ouvrier, le prolétariat a été criminellement divisé. Qui donc l'a divisé, sinon les social-traîtres et les centristes qui par haine du communisme et de la 3<sup>e</sup> Internationale, se sont jetés dans les bras de la réaction ?

Tant qu'il a suffi de crier : vive la Révolution russe ! vive la République des soviétiques ! nos centristes ont crié à tue-tête ; le *Populaire* a fait un boucan infernal. Mais un jour est venu où les Russes ont demandé autre chose que des cris : des actes ! Quels actes ? L'exclusion des tièdes et des traîtres, le rejet des méthodes opportunistes, l'adhésion sans réserves à l'Internationale communiste. Mais c'était trop demander à ces petits-bourgeois enracinés de centristes. Mis en demeure de choisir entre l'opportunisme et la Révolution russe, ils ont choisi l'opportunisme, qui leur allait, ma foi, si bien que s'il n'avait pas existé, ils l'eussent à coup sûr inventé.

Ils s'en sont pris d'abord non pas à la Révolution russe elle-même, mais histoire de donner le change, au Communisme et à la 3<sup>e</sup> Internationale ; Zinoviev, à défaut de Lénine et de Trotsky, trop populaires, est devenu leur bête noire. Puis d'audace en audace, ou mieux de vilénie en vilénie, ils sont partis en guerre contre la Révolution russe elle-même. Il y a deux jours on l'accusait de s'être atrocement souillée de sang, alors que Pierre Pascal a démontré le contraire et que Georges Sorel peut écrire que « la tolérance des bolcheviks a dépassé de beaucoup celle que l'on a rencontrée durant la guerre dans les nations de l'Entente ». Et pas plus tard qu'aujourd'hui le journal de

Jean Longuet annonce, avec une sorte de joie sauvage, que « la locomotive communiste renverse la vapeur, que « Lénine a avoué la défaite des soviétiques sur tout le front économique » et que « comme tous les généraux vaincus, il opère sa retraite stratégique. »

Je ne sais rien de plus poignant que la sincérité profonde de ces chefs bolcheviks, d'un Lénine en particulier, qui, faisant publiquement l'examen de leurs erreurs, de leurs fautes et de leurs malchances, osent reconnaître qu'ils ont parfois devancé l'heure fatidique, que le pouvoir des soviétiques sur le terrain économique a subi « une défaite bien plus grave » que toutes ses défaites militaires et que le relèvement de la production a été empêché « par les réquisitions dans les villages et par l'introduction des méthodes communistes dans les villes... »

Pour oser dire de telles choses, pour ne pas reculer devant de tels aveux, il faut à un Lénine plus de viril courage qu'il ne lui en a fallu pour tenter contre toute espérance l'insurrection du 7 novembre. Mais le journal de Jean Longuet n'est pas sensible à de pareilles grandeurs. Tant la haine du bolchevisme peut éteindre, en certaines âmes, jusqu'au sentiment de la simple solidarité révolutionnaire !

Les prolétaires qui par le vaste monde répondent en ce moment à l'appel de l'Internationale, ne se demandent pas si la République des soviétiques a plus ou moins exactement réalisé le communisme. Leurs pères de 71 « n'attendaient pas de miracles de la Commune... Ils savaient — comme l'a dit Marx — que pour réaliser leur propre émancipation ils auraient à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques qui transformeront les circonstances et les hommes ». Les prolétaires de 1921 n'attendent pas davantage de miracles de la dictature du prolétariat. Ils ne croient pas au miracle, mais à l'effort patient, au labeur héroïque des hommes et des idées. Ils savent que le communisme ne sera pas l'œuvre d'un jour, « qu'on ne l'introduit pas par des décrets du peuple », qu'il se réalise lentement au cours d'un processus créateur auquel s'applique à merveille les mots d'*évolution révolutionnaire* dont on s'est trop souvenu, chez les opportunistes, servi sans rime ni raison.

Les prolétaires savent tout cela ; ils n'en chérissent pas moins la Révolution soviétique ; ils la chérissent parce qu'elle souffre et ils l'admirent parce qu'elle persévère. Ils s'identifient avec elle comme le sans-culotte de l'an II s'identifiait avec la République ; elle est comme la chair de leur chair et le sang de leur sang. Et les applaudissements qui iront à elle, au jour du quatrième anniversaire, feront justice des ricanements haineux et des exégèses perfides de ceux qui l'embrassaient hier et qui, s'ils le pouvaient, l'étoufferaient aujourd'hui.

Amédée DUNOIS.

# La Semaine Politique

## Le Débat sur la Politique Extérieure

Le tour subit pris par le débat sur « la politique extérieure », dont le volume remplit six vastes séances, n'a pas été pour nous étonner : il ne fut bientôt plus question de politique extérieure... alors que, sur les quinze interpellations déposées, quatorze visaient expressément des problèmes d'ordre international ! Pourquoi cette brusque modification du plan d'attaque, élaboré par l'opposition ? Pourquoi avoir expulsé de l'ensemble du débat les questions extérieures qui, seules, étaient à l'ordre du jour, au profit d'acides controverses de politique intérieure ? Il serait naïf de ne pas expliquer cette rectification tactique par un haut souci de subversion ministérielle. Dans cette Chambre « nationale » d'où les partis devaient être autant que possible exclus, le terrain d'attaque était infiniment plus solide du côté de la politique électorale que du côté de la politique « nationale »... C'est entendu. Voilà une explication. Elle a le mérite d'être directe. Mais elle n'est ni suffisante, ni essentielle.

..

Si M. Tardieu, combinard international et porte-parole de l'opposition, a rejeté à l'arrière-plan de son discours la question extérieure, ce n'est point effet de hasard ni — seulement — malice de séance : tout était dosé à la balance de précision dans cette œuvre ordonnée et forte. Si M. Tardieu n'a jeté qu'un coup d'œil rapide sur la carte d'Europe, si, dans l'exposé sommaire de ses desseins diplomatiques il s'est montré soudain, lui, l'homme des précisions arrogantes et des chiffres imposteurs, si modéré, si flou, si discret, c'est qu'un fait nouveau le gênait, qui paraît dès maintenant avoir modifié sa conception des rapports franco-allemands. Il y a quelques mois, la politique préconisée par M. Tardieu — et dont il énonçait fortement les termes — menait droit à un embrasement nouveau. Depuis... Depuis on a signé les accords de Wiesbaden. Une ère nouvelle de collaboration rémunératrice s'ouvre pour les capitalistes français et allemands. Et, dame ! M. Tardieu semble s'être beaucoup radouci. On savait qu'il n'était pas insensible à cet ordre de considérations... Certes, je n'entends point décerner à M. Tardieu un brevet de pacifisme, mais enfin, voulez-vous un exposé de la politique extérieure qui aurait ses préférences ? Je cite M. Tardieu *in extenso*, d'après l'*Officiel*. Voyez, comme c'est bénin :

[M. Tardieu donne au président du Conseil une leçon de politique extérieure].

Je dis qu'à l'extérieur une politique qui ne se donne pas tant de peine pour discréditer à la tribune ou dans la presse soit les contrats qu'on peut avoir à invoquer, soit les sanctions qu'on peut avoir à employer (*Très bien ! très bien, à droite*), une politique qui, selon le mot d'un de nos collègues, ne brûlerait pas nos cartes avant de les jouer (*Très bien ! très bien !*), je dis que ce serait un progrès.

Voilà toute la politique de M. Tardieu vis-à-vis de l'Allemagne. Réserve surprenante ! Et voici sa politique vis-à-vis des Alliés :

Une politique extérieure qui, au lieu de procéder de jour en jour, au fil des heures, suivant cette méthode qu'un vieil ambassadeur appelait la « politique du chien crevé », qui suit le fil de l'eau (*Sourires*) ; une politique qui, au lieu de procéder au jour le jour à des règlements improvisés d'incidents successifs, procéderait d'ensemble à une explication complète, à un examen total des problèmes qui se posent entre nous et nos grands alliés anglo-saxons, comme fit, en 1914 M. Delcassé, je dis que ce serait aussi un progrès. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

Et je dis enfin qu'une politique qui, tout en gardant présent à l'esprit — car cela il ne faut à aucun prix l'oublier — que la France, dans la guerre, s'est trouvée associée par des intérêts vitaux à deux grandes puissances maritimes et que, dans la paix, elle doit leur conserver, dans la clarté et dans l'égalité, toute son affection, je dis qu'une politique qui se souviendrait que, pour traiter avec ces puissances il n'est ni interdit à la France, ni désavantageux pour elle de dégager en quelques principes clairs, les intérêts communs des pays continentaux qui ont souffert de la guerre avec l'Allemagne (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), je dis qu'une telle politique ce serait encore un progrès. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

M. le président du Conseil. — Parfait !

C'est tout. Pas un mot de plus. Nous comprenons le zèle approbateur et ironique de M. Briand qui, en réponse à Cachin, venait de résumer sa politique extérieure en ces termes :

Si l'Allemagne marche derrière un gouvernement comme était celui de M. Wirth, décidé à remplir ses engagements, nous n'avons aucune raison de recourir à la menace et à la force.

Si l'Allemagne, au contraire, par un jeu de bascule qu'est à redouter, s'en va dans les bras des impérialistes et s'oriente vers les menaces de revanche, il est évident que l'attitude du gouvernement français sera modifiée. (*Applaudissements.*)

Certes, nous ne prétendons point qu'entre la politique extérieure de M. Briand et celle de M. Tardieu il y a aujourd'hui assimilation exacte, coïncidence géométrique. Mais on trouve chez M. Tardieu une modération toute nouvelle, consécutive aux accords de Wiesbaden. Le point de vue des deux fractions bourgeoises en bataille paraît, dans ces conditions, se rapprocher sensiblement. On essaiera en vain d'opposer devant le pays ouvrier et paysan « le pacifisme » de l'une aux outrances belliqueuses de l'autre. Une politique de pro-

fits immédiats est sur le point de réconcilier tout ce beau monde. La bourgeoisie une et indivisible fera front, dans le domaine diplomatique, comme dans le domaine économique et social. Une fois de plus, les peuples n'auront à choisir qu'entre deux termes : bourgeoisie — ou communisme.

Soit, en l'espèce, ce dilemme pour les travailleurs de France et d'Allemagne :

Ou bien l'association avide et fragile des deux capitalismes pour l'exploitation des deux peuples ;

Ou bien la réconciliation durable des deux peuples par la suppression des deux capitalismes.

C'est, je crois, la moralité essentielle que le Communisme se doit de dégager des luttes subalternes où deux classes, deux tribus de la bourgeoisie viennent de se complaire pendant une longue semaine.

## La guerre des salaires

Les luttes tragiques du Nord ne pouvaient manquer d'être évoquées devant la Chambre par le groupe communiste. Cachin le fit en fort bons termes au cours de son interpellation. La question fut reprise vendredi par Philbois et — dans quels termes ! — par un lot de députés dissidents.

Immunié contre tout désir intempestif de production, par la majoration considérable, obtenue en juin, des coefficients douaniers protecteurs de l'industrie textile, le patronat supporte avec aisance les onze semaines de chômage et de privations que sa rapacité a imposées au prolétariat. La politique protectionniste du gouvernement a d'ailleurs recueilli l'adhésion inattendue du député dissident Lebas. Ce fut une des révélations de la séance de vendredi dernier. Ce ne fut pas la seule.

Le premier interpellateur dissident, le député Inghels, larmoya sur la mentalité de classe du patronat textile, traître à l'union sacrée.

A ceux de nos collègues de cette Chambre qui préconisent l'union sacrée, nous nous permettons de demander ici si ces actes correspondent bien à une avance vers l'union et la solidarité nationales. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Parions qu'Inghels découvrira bientôt la guerre de classes ! Ce qui ne l'empêchera d'accorder toute sa confiance au gouvernement — « comité administratif des affaires de la classe bourgeoise » : mais c'est Marx qui dit cela ! Inghels a bien meilleur esprit :

Dans le conflit actuel, monsieur le ministre du Travail, vous avez tenté la conciliation, vous vous êtes duté à la froide indifférence patronale.

Et plus loin :

Vous avez les moyens, monsieur le ministre, de faire pression sur les industriels ; je m'en rapporte à votre sagesse dans ce conflit.

Lebas a été plus rassurant encore. Nous savons déjà qu'il a donné son adhésion expresse au relèvement des tarifs douaniers protecteurs du patronat textile ; cette prime classique à la paresse industrielle et à la spéculation ne l'a pas effrayé. Le plus piquant est que la réplique, sur ce point, a été donnée à Lebas par Ringuier, son complice de dissidence. Ringuier — qui a lui aussi voté les coefficients de majoration ! — s'est, d'ailleurs, borné à signaler par un petit exemple les déprédations exercées par le patronat à l'abri des tarifs protecteurs :

Vers le mois de mai ou de juin, déclare Ringuier, on pouvait constater dans tous les magasins de nouveautés de Paris et d'ailleurs, des offres avantageuses, et, en passant devant ces magasins on disait : « Tiens ! mais le prix des costumes diminue. Il semble avoir baissé d'une cinquantaine de francs ».

Vous avez pu faire cette constatation jusqu'au mois de juin. Mais, à partir de l'application des coefficients de majoration aux droits de douane, ce mouvement de baisse a cessé. L'augmentation s'est produite automatiquement par le fait que les patrons de Roubaix-Tourcoing, qui fournissent une grande partie des tissus servant à l'habillement de la grande ville, ont pu, dès ce moment, imposer les prix qu'ils voulaient.

En dehors de ses sympathies protectionnistes, Lebas s'est encore signalé à la reconnaissance du prolétariat par un esprit « paix sociale » vraiment indispensable au bloc des gauches. Il s'est pratiquement prononcé en faveur d'un système d'arbitrage obligatoire, ce dont le ministre du Travail se montra fort satisfait. Il faudrait, a demandé Lebas :

En cas de conflit ou devant la menace d'un conflit, obliger le patronat à entrer en relations immédiates avec l'organisation syndicale légalement constituée à laquelle appartient le personnel.

Ce qui impliquerait évidemment la réciproque. « La question a été envisagée par le gouvernement qui nous a précédés, a répondu M. Daniel Vin'ant. Il a déposé un projet de loi sur l'arbitrage obligatoire. »

Je ne sache pas — encore — que la C. G. T. soit favorable à la limitation du droit de grève. Nos dissidents la devancent heureusement.

Lebas a continué en se maintenant à une égale hauteur socialiste. Il a demandé, pour atténuer les conflits fatals qui surgissent entre le capital et le travail l'établissement de salaires minima régionaux. Nous devons à la vérité de convenir que le ministre du Travail lui a sagement répondu :

Monsieur Lebas, en ce qui concerne les mesures législatives qui toucheraient aux salaires, permettez-moi de vous dire qu'en principe j'ai peu de confiance dans l'efficacité des lois en pareille matière. Les lois qui interviendraient pour déterminer à quels résultats, au point de vue des salaires, peut aboutir le jeu complexe des conditions économiques, j'y aurais fort peu de confiance.

Après Lebas, Ringuier a témoigné au gouvernement, dont les gendarmes montent la garde, là-bas, aux portes des usines, la même

reconnaissance que les deux « interpellateurs » dissidents. Citons encore l'*Officiel* :

Le gouvernement a fait son devoir ; bien que socialiste, je suis le premier à le proclamer. Je veux être juste ; je ne veux pas lui adresser des reproches qu'il ne mérite pas

« Le gouvernement a fait son devoir », toujours, en acceptant un ordre du jour Lenoir (Républicain socialiste) — Rozier (Dissident) — Duval Arnould (Bloc national), « confiants dans le gouvernement pour continuer ses efforts en vue d'amener une entente entre patrons et ouvriers ». Ce texte, qui ne compromet personne, fut voté à une énorme majorité.

On voit que nous avons quelque raison de souhaiter, la semaine dernière, l'institution de ce débat instructif sur la guerre des salaires. Il serait inexact et injuste de prétendre qu'il n'a rien apporté au prolétariat. A défaut, hélas ! d'avantages matériels, il en retire deux grandes leçons : l'impuissance complice des « meilleurs » gouvernements bourgeois, en matière de guerre de classe, — et l'abdication socialiste de la dissidence.

## Le Congrès Radical

Il a expiré samedi, doucement, au pied de la colline de Fourvières. Il a fini comme il a vécu : dans l'équivoque, parfois dans la contradiction. Les deux forces contraires en présence : bonne volonté « démocratique » des troupes et rouerie des chefs parlementaires, ne pouvaient donner d'autres résultantes.

Nous passerons rapidement sur tout ce qui n'est pas essentiel, encore que certaines discussions présentent un réel intérêt : telle celle des cas Caillaux-Malvy. La volonté évidente du Congrès était qu'une action fût engagée pour la révision immédiate des deux procès. Aussitôt, les élus interviennent. La révision des deux procès ? Ah ! la chose inopportune... Décidons plutôt une campagne pour la suppression « de principe » de la Haute Cour. On demandera aussi... la publication de toutes les pièces des procès ! Une fois de plus les troupes — vraiment dociles — étaient jouées par les élus.

Mais la plus belle mystification était réservée pour le dernier jour. Ce jour-là, M. Herriot lut aux délégués la « Déclaration du parti ». Généralement, ces déclarations présentent à tout le moins un intérêt historique ou dialectique. Il est d'ailleurs de tradition que les fractions parlementaires radicales n'y cherchent pas exagérément une inspiration. La Déclaration de cette année ne présente guère qu'un intérêt négatif. Tout y est insuffisance, contradiction ou reniement.

Insuffisance, prudence politique vraiment édifiante, dans l'exposé des moyens de résoudre le problème capital des finances : « un

appel à la fortune acquise » dont on prend bien soin de ne pas préciser les modalités, pourra être nécessaire. On n'en dit pas davantage. Et l'on tourne vite le feuillet. Citons :

Nous avons été condamnés, dit la Déclaration, à une politique onéreuse d'emprunts qui fait peser sur le pays des servitudes constamment aggravées que l'on voudrait perpétuer, pour le plus grand profit d'intermédiaires, que notre parti doit combattre sans faiblesse. (*Cette politique fut celle de la majorité radicale de la dernière Chambre et du ministre radical Klotz.*) Un appel à la fortune acquise ne paraîtra douloureux que parce qu'il a été retardé.

Contradictoire, pratiquement, et pour autant qu'elle peut être interprétée et précisée, la déclaration sur la politique économique et sociale : le parti radical déclare qu'il « demeure partisan de la propriété privée », tout en proclamant que « l'accroissement nécessaire de la richesse nationale doit s'accomplir, non au profit de quelques-uns, mais au profit de tous » !

Renier, enfin, cette affirmation de politique générale, qui rejette comme impure et inefficace la tradition révolutionnaire léguée... par la révolution bourgeoise :

La politique démocratique ne se réalisera pas à coup d'affirmations diplomatiques ; ceux qui ont essayé en 1793, en 1849, en 1871, d'entraîner le peuple à des mouvements irréflectifs, n'ont fait que le conduire à de plus lourdes servitudes.

Les radicaux, il est vrai, ont quelque raison de chasser 93 de leur Panthéon politique. 1793, c'est l'année de l'asservissement de la Convention à la dictature révolutionnaire : la « grande révolution » n'a pas dissous — comme d'autres — l'assemblée sortie du suffrage universel, mais elle l'a mutilée et asservie. 1793, c'est l'année de l'organisation de la dictature révolutionnaire, c'est l'année de la Constitution dictatoriale de Frimaire, qui sauva le pays républicain de la coalition monarchique. Libre aux chefs radicaux de renier tout cela. Nous revendiquons ce passé, leur passé, comme s'il était nôtre. Tant il est vrai que le communisme, en dépit des interprétations malveillantes ou malfaisantes, est dans l'axe de la démocratie.

C'est cela qu'il faut dire, c'est cela que nous irons dire aux masses. Nous verrons bien qui, près d'elles, aura raison.

G.-E. LABROUSSE.

## ERRATUM

Nous avons, dans notre numéro 42, reproduit, d'après le n° 2 de l'*Internationale Syndicale Rouge*, une résolution intitulée : « Pour l'Unité du front prolétarien ». Voici quelles sont les signatures exactes qui doivent figurer au bas de ce manifeste : Sirolle, Labonne, Gaye, Gaudeaux (*Délégation syndicaliste révolutionnaire française*) ; Losowsky, Arlandys, Nine, Mayer, Andreytchine, Rosmer (*Internationale Syndicale Rouge*) ; Zinoviev, Souvarine, Radek (*Internationale Communiste*).

# L'épuration du Parti Communiste Russe

L'épuration de notre Parti semble devenir un travail tout à fait sérieux et de la plus haute importance.

En certains endroits on procède à l'épuration en se basant tout d'abord sur l'expérience des ouvriers sans parti, et sur les indications qu'ils donnent ; on satisfait ainsi aux vœux des représentants de la masse prolétarienne apolitique. Voilà bien ce qu'il y a de plus important et de plus précieux ! Si nous réussissions réellement à épurer de cette manière le Parti depuis le haut jusqu'en bas « sans le moindre égard pour qui que ce soit » ce serait, sans contredit, pour la Révolution un succès immense.

Car les succès de la Révolution ne peuvent plus être du même genre que ceux du passé. Ils changent inévitablement de caractère par suite du passage du front militaire au front économique et à la nouvelle politique économique et des circonstances actuelles qui exigent en premier lieu l'augmentation de la production et l'affermissement de la discipline du travail. A une telle époque, l'amélioration intérieure devient le succès principal de la Révolution, cette amélioration qui ne brille point, qui ne se voit pas même du premier coup d'œil : perfectionnement du travail, de son organisation et de ses résultats, amélioration de notre action dans la lutte contre les éléments petits-bourgeois et petits-bourgeois-anarchiques qui exercent une influence délétère sur le prolétariat et sur le Parti.

Pour réaliser ces améliorations il faut épurer le Parti des éléments qui s'éloignent des masses. Je ne veux pas même mentionner ces éléments qui, aux yeux des masses, déshonorent le Parti. Il est entendu que nous ne devons pas suivre toutes les impulsions de la masse, car celle-ci est quelquefois et surtout en ces années de fatigue et d'épuisement excessif, après de si lourdes tâches et de si grandes souffrances, sujette à des mouvements d'humeur que ne justifient pas les faits. Mais pour la critique des arrivistes, des éléments devenus par trop « commissaires » ou bureaucratisés, les indications de la masse prolétarienne apolitique sont de la plus grande utilité. La masse ouvrière aperçoit vite par un sentiment intuitif très développé la différence entre les communistes honnêtes et dévoués et les misérables éléments envers lesquels tout homme qui gagne son pain à la sueur de son front, qui ne se réjouit pas de privilèges, qui ne cherche pas les chemins menant au pouvoir, ne peut avoir que de l'aversion.

L'épuration du Parti accomplie dans une large mesure conformément aux indications des ouvriers apolitiques est une grande œuvre qui ne manquera

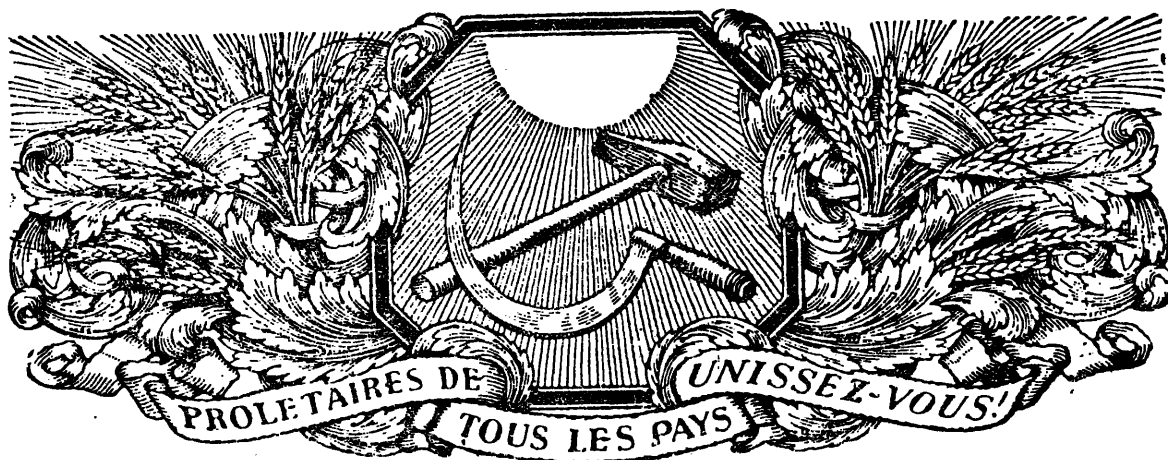
pas de nous fournir des résultats précieux. Elle fera de notre Parti, une avant-garde de notre classe bien plus forte que par le passé, bien mieux liée à notre classe elle-même et par là bien plus qualifiée pour la conduire à la victoire à travers toutes les difficultés et tous les périls.

Je tiens à préciser comme une tâche particulière de l'épuration du Parti la nécessité d'éloigner notamment tous les éléments véreux qui se trouvent parmi les anciens menchéviks membres du P. C. et à mon avis, on ne devrait conserver dans le Parti de ces menchéviks qui y entrèrent au commencement de l'année 1918, qu'un centième — à peu près — après leur avoir fait subir, à trois ou quatre reprises, un sévère contrôle individuel. Et pourquoi ? Parce que les menchéviks représentent des courants de la classe ouvrière qui ont, pendant la période de 1918 à 1921, révélé deux qualités fondamentales : 1° leur habileté à s'adapter à toutes les aspirations des masses ; 2° un penchant plus habile encore, d'ailleurs sincère et fondé sur la conviction, pour les blancs, penchant qui tout en usant de paroles de désaveu équivaut de fait à un encouragement de ces éléments criminels. Ces deux qualités se laissent aisément déduire de toute l'histoire du menchévisme.

On n'a qu'à se rappeler le « congrès ouvrier » convoqué par Axelrod, l'attitude des menchéviks en paroles et en faits envers les cadets et la monarchie, etc. Les menchéviks s'adaptent moins au Parti Communiste Russe par machiavélisme, quoiqu'ils aient déjà prouvé en 1903 qu'ils excellent dans les intrigues de la diplomatie bourgeoise, que par leur « capacité d'adaptation ». Tout opportuniste a une grande faculté d'adaptation (toute faculté d'adaptation ne peut cependant pas être qualifiée d'opportunisme) et les menchéviks, en leur qualité d'opportunistes, s'adaptent pour ainsi dire « par principe » à tout courant d'opinion dominant parmi les ouvriers et ils savent, comme le lièvre dont le poil blanchit en hiver, révéler les couleurs de circonstance. Nous devons leur reconnaître cette qualité et en déduire les conséquences. Et cela signifie que le Parti doit se débarrasser des 90 % de menchéviks qui n'adhérèrent qu'après 1918, c'est-à-dire à une époque où le succès du bolchevisme devint probable, et où vinrent à lui des éléments douteux.

Nous devons épurer le Parti des faiseurs d'affaires, des bureaucrates, des communistes véreux et chancelants et, surtout, des menchéviks qui, pour s'être mis un faux-nez, n'en sont pas moins restés au fond de leur âme des menchéviks.

N. LENINE.



# Le 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou

## Les Thèses et Résolutions adoptées

*Nous terminons ci-dessous la publication des Thèses et Résolutions adoptées par le 3<sup>e</sup> Congrès Communiste Mondial. Le texte du manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, aux prolétaires de tous les pays, adopté par le Congrès le 17 juillet 1921 a paru dans le numéro 43 du Bulletin Communiste.*

# L'Internationale Communiste ET L'Internationale Syndicaliste Rouge

*(La lutte contre l'Internationale Jaune d'Amsterdam)*

La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière non seulement par la force brutale, mais aussi par des tromperies raffinées. L'école, l'église, le parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne, sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat.

Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des syndicats, de leur caractère politique, étranger à tout parti.

Depuis les dernières décades de l'histoire contemporaine et en particulier depuis la fin de la guerre impérialiste, dans toute l'Europe et en Amérique, les syndicats sont les organisations les plus nombreuses du prolétariat; dans certains États ils embrassent même toute la classe ouvrière sans exception. La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dé-

pend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats, captifs des idées bourgeoises.

La bourgeoisie ne peut pas inviter ouvertement les syndicats ouvriers à soutenir les partis bourgeois. C'est pourquoi elle les invite à ne soutenir aucun parti, sans excepter le parti du communisme révolutionnaire.

La devise de la « neutralité » ou de l'« apoliticisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé. Au cours d'une dizaine d'années cette idée bourgeoise a été inoculée aux syndicats d'Angleterre, d'Allemagne, d'Amérique et des autres pays, tant aux chefs des syndicats bourgeois à la Hirsch-Dunker qu'aux dirigeants des syndicats cléricaux et chrétiens, tant aux représentants des soi-disant syndicats libres d'Allemagne qu'aux leaders des vieilles et pacifiques trade-unions anglaises, et à beaucoup d'autres partisans du syndi-

calisme, Legien, Gompers, Jouhau, Sidney, Webb, pendant des années et des dizaines d'années, ont prêché aux syndicats la neutralité.

En réalité les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre : par conséquent les syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les partis bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du Parti Communiste ouvrier. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, « le leader ouvrier » qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Mais avant la guerre impérialiste, la fausseté de cette idée de neutralité devenait de plus en plus évidente pour les prolétaires conscients d'Europe et d'Amérique. A mesure que les antagonismes sociaux s'exaspèrent, le mensonge devient encore plus frappant. Lorsque commença la bourgeoisie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.

Pendant la guerre impérialiste, tous les social-démocrates et les syndicalistes, qui avaient passé des années à prêcher aux syndicats l'indifférence politique, lancèrent en réalité ces mêmes syndicats au service de la plus sanglante et de la plus vile politique des partis bourgeois. Eux, champions hier de la neutralité, on les voit agir maintenant comme les agents déclarés de tel parti politique, sauf un seul, le parti de la classe ouvrière.

Après la fin de la guerre impérialiste, ces mêmes chefs social-démocrates et syndicalistes essayent de nouveau d'imposer aux syndicats le masque de la neutralité et de l'apolitisme. Le danger militaire étant passé, ces agents de la bourgeoisie s'adaptent aux circonstances nouvelles et essayent de plus de faire dévier les ouvriers de la voie révolutionnaire dans celle qui est avantageuse à la bourgeoisie.

L'économie et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une et l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule question importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier.

Lorsqu'en France le gouvernement impérialiste décrète la mobilisation de certaines classes pour occuper le bassin de la Ruhr ou pour opprimer l'Allemagne en général, un syndicat français réellement prolétarien peut-il dire que c'est là une question strictement politique qui ne doit pas intéresser les syndicats ? Un syndicat français vé-

ritablement révolutionnaire peut-il se déclarer « neutre » ou « apolitique » dans cette question ?

Ou bien si inversement en Angleterre il se produit un mouvement purement économique comme la grève dernière des mineurs, le Parti Communiste a-t-il le droit de dire que cette question ne le concerne pas et intéresse uniquement les syndicats ? Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, lorsque des masses de plus en plus nombreuses d'ouvriers sont contraintes par la vie même de mettre à l'ordre du jour l'armement du prolétariat, lorsque dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines — dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être « neutres » entre tous les partis, c'est en réalité se mettre au service de la bourgeoisie.

Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois grands groupes : 1° les partis de la bourgeoisie ; 2° les partis de la petite-bourgeoisie (surtout les social-démocrates) ; 3° le parti du prolétariat (les communistes). Les syndicats qui se proclament « apolitiques » et « neutres » à l'égard de ces trois groupes ne font en réalité qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.

## II

L'association syndicale d'Amsterdam est une organisation où se rencontrent et se donnent la main les Internationales deux et deux et demie. Cette organisation est considérée avec espoir et sollicitude par toute la bourgeoisie mondiale. La grande idée de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour le moment, c'est la neutralité des syndicats. Ce n'est pas par hasard que cette devise sert à la bourgeoisie et à ses valets social-démocrates ou syndicalistes de droite de moyen pour essayer de rassembler de nouveau les masses ouvrières d'Occident et d'Amérique. Tandis que la Seconde Internationale politique, en passant ouvertement du côté de la bourgeoisie, a fait lamentablement faillite, l'Internationale d'Amsterdam, en essayant à nouveau de se couvrir de l'idée de la neutralité, a encore quelque succès.

Sous le pavillon de la « neutralité », l'Internationale Syndicale d'Amsterdam prend sur elle les commissions les plus difficiles et les plus sales de la bourgeoisie : étrangler la grève des mineurs en Angleterre (comme a accepté de le faire le fameux J.-H. Thomas qui est en même temps le président de la 2<sup>e</sup> Internationale et un des leaders les plus en vue de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam) abaisser les salaires, organiser le pillage systématique des ouvriers allemands pour les péchés de Guillaume et de la bourgeoisie impérialiste allemande. Leipart et Grassmann, Wiesel et Bauer, Robert Schmidt et J.-H. Thomas, Albert Thomas et Jouhau, Daszynski et Zulavski — tous, ils se sont partagé les rôles : les uns, anciens chefs syndicaux, participent aujourd'hui aux gouvernements bourgeois en qualité de ministres, de commissaires gouvernementaux ou de fonctionnaires quelconques, tandis que les autres, entièrement solidaires des premiers, restent à la tête de l'In-



ternationale Syndicale d'Amsterdam pour prêcher aux ouvriers syndiqués la neutralité politique.

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam est actuellement le principal appui du capital mondial. Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apolitisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, il faut avant tout établir des relations mutuelles claires et précises entre le Parti et les syndicats dans chaque pays.

### III

Le Parti Communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui, pour cette raison, a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser sans exception tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs non seulement des communistes conscients, mais aussi des catégories intermédiaires et même tout à fait retardataires de travailleurs, qui apprennent seulement peu à peu, et par l'expérience de la vie, le communisme.

Le rôle des syndicats, dans la période qui précède le combat du prolétariat pour la mainmise sur le pouvoir, dans la période de ce combat et, ensuite, après la conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours, avant, pendant et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le Parti, et par rapport à ce dernier ils jouent, jusqu'à un certain point, le rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers, principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, pour le complet renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le Parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique, et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique du Communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir son avant-garde : le Parti Communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet, les communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupes communistes entièrement subordonnés au Parti Communiste dans son ensemble.

La tactique consistant à former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par

le 2<sup>e</sup> Congrès Universel de l'Internationale Communiste, s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays. Si, par exemple, des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique, sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit, en aucun cas, changer l'attitude de principe de l'Internationale Communiste à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et la trahison des leaders opportunistes, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

### IV

Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à conquérir la majorité des syndiqués ; les communistes ne doivent en aucun cas se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer, par la participation la plus active, à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au communisme, malgré les obstacles et toutes les oppositions.

La meilleure mesure de la force d'un Parti Communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le Parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le Parti a des noyaux communistes dans tels et tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continu, soutenu et dévoué, des noyaux communistes au sein des syndicats que le Parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du Parti.

Un excellent processus de fermentation se remarque en ce moment dans les syndicats français. Les ouvriers se remettent enfin de la crise du mouvement ouvrier et apprennent aujourd'hui à condamner la trahison des socialistes et des syndicalistes réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du Parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique, telle qu'elle a été exprimée en 1906 dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fautive de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin.

Les syndicalistes-révolutionnaires français n'auront pas de ligne de conduite ferme tant que le Parti Communiste n'en aura pas non plus. Le Parti Communiste Français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire. Il ne doit cependant compter en premier lieu que sur ses propres militants ; il doit former des noyaux partout où il y a trois communistes. Le Parti doit

entreprendre une campagne contre la neutralité. De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le Parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionnariser le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le Parti.

En Italie, nous avons une situation semblable : la masse des ouvriers syndiqués y est animée d'un esprit révolutionnaire, mais la direction de la Confédération du Travail est entre les mains de réformistes et de centristes déclarés, qui sont de tout cœur avec Amsterdam. La première tâche des communistes italiens est d'organiser une action quotidienne acharnée et persévérante au sein des syndicats et de s'appliquer systématiquement et patiemment à dévoiler le caractère équivoque et irrésolu des dirigeants, afin de leur arracher les syndicats.

Les tâches qui incombent aux communistes italiens à l'endroit des éléments révolutionnaires syndicalistes d'Italie sont, en général, les mêmes que celles des communistes français.

En Espagne, nous avons un mouvement syndical puissant, révolutionnaire, mais pas encore tout à fait conscient de ses buts, et nous y avons en même temps un Parti Communiste encore jeune et relativement faible. Etant donné cette situation, le Parti doit tendre à s'affermir dans les syndicats, le Parti doit leur venir en aide par ses conseils et par son action ; il doit éclairer le mouvement syndical et s'attacher à lui par des liens amicaux en vue de l'organisation commune de tous les combats.

Des événements de la plus grande importance se développent dans le mouvement syndical anglais, qui se révolutionnarise très rapidement. Le mouvement de masses s'y développe. Les anciens chefs des syndicats perdent très rapidement leurs positions. Le Parti doit faire les plus grands efforts pour s'affermir dans les grands syndicats, tels que la Fédération des Mineurs, etc. Tout membre du Parti doit militer dans quelque syndicat et doit, par un travail organique, persévérant et actif, l'orienter vers le communisme. Rien ne doit être négligé en vue d'établir la liaison la plus étroite avec les masses.

En Amérique nous remarquons le même développement, mais un peu plus lent. En aucun cas les communistes ne doivent se borner à quitter la Fédération du Travail, organisme réactionnaire : ils doivent au contraire mettre tout en œuvre pour pénétrer dans les anciens unions et les révolutionnariser. Il importe nécessairement de collaborer avec les meilleurs éléments des I. W. W., mais cette collaboration n'exclut pas la lutte contre leurs préjugés.

Un puissant mouvement syndical se développe spontanément au Japon, mais il manque encore de direction claire. La tâche principale des éléments communistes du Japon est de soutenir ce mouvement et d'exercer sur lui une influence marxiste.

En Tchéco-Slovaquie notre Parti a pour lui la majorité de la classe ouvrière, tandis que le mouvement syndical demeure encore en grande partie entre les mains des social-patriotes et des centristes et, en outre, est scindé par nationalités. C'est là le résultat du manque d'organisation et de clarté de la part des syndiqués, même animés de l'esprit révolutionnaire. Le Parti doit tout faire pour mettre fin à cet état de choses et conquérir le mouvement syndical au communisme.

Pour atteindre ce but, il est absolument indispensable de créer des noyaux communistes, de même qu'un organe syndical communiste central et commun pour tous les pays. Il faut pour cela travailler énergiquement à fusionner en un tout unique les différentes unions scindées par nations.

En Autriche et en Belgique les social-patriotes ont su prendre avec habileté et fermeté la direction du mouvement syndical, qui dans ce pays est le principal enjeu de combat. C'est dans cette direction que les communistes doivent donc porter leur attention.

En Norvège, le parti, qui a pour lui la majorité des ouvriers, doit prendre plus sûrement entre les mains le mouvement syndical et écarter les éléments dirigeants centristes.

En Suède le parti a à combattre non seulement le réformisme, mais encore le courant petit-bourgeois qui existe dans le socialisme, et doit appliquer à cette action toute son énergie.

En Allemagne le parti est en excellente voie pour conquérir graduellement les syndicats. Aucune concession ne peut être faite à ceux qui préconisent la sortie des syndicats. Elle ferait le jeu des social-patriotes. Aux tentatives pour exclure les communistes il importe d'opposer une résistance vigoureuse et opiniâtre ; les plus grands efforts doivent être faits pour conquérir la majorité dans les syndicats.

## V

Toutes ces considérations déterminent les rapports qui doivent exister entre l'Internationale Communiste d'une part et l'Internationale Syndicale Rouge d'autre part.

L'Internationale Communiste ne doit pas diriger seulement la lutte politique du prolétariat au sens étroit du mot, mais encore toute sa campagne libératrice, quelque forme qu'elle prenne. L'Internationale Communiste ne peut pas être seulement la somme arithmétique des Comités Centraux des Partis Communistes des différents pays. L'Internationale Communiste doit inspirer et coordonner l'action et les combats de toutes les organisations prolétariennes, aussi bien professionnelles, coopératives, soviétistes, éducatives, etc., que strictement politiques.

L'Internationale Syndicale Rouge, différant en cela de l'Internationale Jaune d'Amsterdam, ne peut en aucun cas accepter le point de vue de la neutralité. Une organisation qui voudrait être neutre, en face des Internationales deux, deux et demie et trois, serait inévitablement un jouet entre les mains de la bourgeoisie. Le programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge, qui est exposé ci-dessous et que le troisième Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose à l'attention du premier Congrès universel des Syndicats Rouges, sera défendu en réalité uniquement par les Partis Communistes, uniquement par l'Internationale Communiste. Pour cette seule raison, pour insuffler l'esprit révolutionnaire dans le mouvement professionnel de chaque pays, pour exécuter loyalement leur nouvelle tâche révolutionnaire, les syndicats rouges de chaque pays seront obligés de travailler la main dans la main, en contact étroit avec le Parti Communiste de ce même pays, et l'Internationale Syndicale Rouge devra dans chaque pays coordonner son action avec celle de l'Internationale Communiste.

Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apolitisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas par conséquent triompher du capitalisme, sans rompre une fois pour toutes avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.

Du point de vue de l'économie des forces et de la concentration plus parfaite des coups, la situation idéale serait la constitution d'une Internationale prolétarienne unique, groupant à la fois les partis politiques et toutes les autres formes d'organisation ouvrière. Il ne fait pas de doute que l'avenir appartient à ce type d'organisation. Mais au moment actuel de transition, avec la variété et la diversité des syndicats, dans les différents pays il faut constituer une union autonome de syndicats rouges acceptant dans l'ensemble le programme de l'Internationale Communiste, mais d'une façon plus libre que les partis politiques, appartenant à cette Internationale.

L'Internationale Syndicale Rouge qui sera organisée sur ces bases aura droit à tout le soutien du 3<sup>e</sup> Congrès Universel de l'Internationale Communiste. Pour établir une liaison plus étroite entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Rouge des Syndicats, le troisième Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose une représentation mutuelle permanente de 3 membres de l'Internationale Communiste dans le Comité Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge et inversement.

Le programme d'action des syndicats rouges, d'après l'avis de l'Internationale Communiste, est approximativement le suivant :

### PROGRAMME D'ACTION

1. La crise aiguë qui sévit dans l'économie du monde entier, la chute catastrophique des prix de gros, la surproduction coïncidant de fait avec la disette des marchandises, la politique agressive de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, une tendance obstinée à abaisser les salaires et à ramener la classe ouvrière à plusieurs dizaines d'années en arrière, l'irritation des masses qui se développe sur ce terrain, d'une part, et l'impuissance des vieux syndicats ouvriers et de leurs méthodes, d'autre part — tous ces faits imposent aux syndicats révolutionnaires de tous les pays des tâches nouvelles. De nouvelles méthodes de lutte économique en rapport avec la période de désagrégation capitaliste sont nécessaires : il faut que les syndicats ouvriers adoptent une politique économique agressive, pour rejeter l'offensive du capital, fortifier les anciennes positions et passer à l'offensive.

2. L'action directe des masses révolutionnaires et de leurs organisations contre le capital, constitue la base de la tactique syndicale. Toutes les conquêtes des ouvriers sont en rapport direct avec l'action directe et la pression révolutionnaire des masses. Par l'expression « d'action directe » il faut comprendre toutes sortes de pressions directes exercées par les ouvriers sur les patrons et sur l'État, et à savoir : boycottage, grèves, actions dans les rues, démonstrations, occupation des usines, opposition violente à la sortie des produits de ces entreprises, soulèvement armé et au-

tres actions révolutionnaires propres à nuire la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. La tâche des syndicats révolutionnaires consiste donc à faire de l'action directe un moyen d'éduquer et de préparer les masses ouvrières pour la lutte pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat.

3. Ces dernières années de lutte ont montré avec une particulière évidence toute la faiblesse des unions étroitement professionnelles. L'adhésion simultanée des ouvriers d'une entreprise à plusieurs syndicats les affaiblit pendant la lutte. Il faut passer — et ce doit être là le point initial d'une lutte incessante — de l'organisation purement professionnelle à l'organisation par industries : « Une entreprise, un syndicat », tel est le mot d'ordre dans le domaine de la structure syndicale. Il faut tendre à la fusion des syndicats similaires par la voie révolutionnaire en posant la question directement devant les syndiqués des fabriques et entreprises, en élevant plus tard le débat jusqu'aux conférences locales et régionales et aux congrès nationaux.

4. Chaque fabrique, chaque usine, doit devenir un bastion, une forteresse de la révolution. L'ancienne forme de liaison entre les syndiqués et leur syndicat (délégués d'ateliers recevant les cotisations, représentants, personnes de confiance, etc.) doit être remplacée par la création de comités de fabriques et d'usines. Ceux-ci doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise, à quelque syndicat qu'ils appartiennent, quelles que soient les convictions politiques qu'ils professent. La tâche des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge est d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif. Les tentatives pour faire élire les comités de fabriques et d'usines par les seuls communistes ont pour résultat d'éloigner les masses « sans parti » ; c'est pourquoi ces tentatives doivent être catégoriquement condamnées. Ce serait là un noyau et non un comité de fabrique. La partie révolutionnaire doit réagir et influencer, par l'intermédiaire des noyaux, des comités d'action et de ses simples membres, sur l'assemblée générale et sur le comité de fabrique élu.

5. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabriques et d'usines est d'exiger l'entretien aux frais de l'établissement des ouvriers congédiés par suite du manque de travail. On ne doit tolérer dans aucun cas que les ouvriers soient jetés à la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire complet : Voilà l'exigence autour de laquelle il faut organiser non seulement les chômeurs, mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre capitaliste et que le meilleur remède contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

6. La fermeture des entreprises est actuellement, dans la plupart des cas, un moyen de les épurer de leurs éléments suspects ; aussi la lutte doit-elle se faire contre la fermeture des entreprises, et les ouvriers doivent se livrer à une enquête sur les causes de cette fermeture. Il faut créer, à cet effet, des commissions spéciales de contrôle sur les matières premières, le combustible, les commandes, obtenir une vérification effective de la quantité disponible de matières premières, de matériaux nécessaires à la production et de ressources financières déposées dans les banques. Les Commissions de contrôle spécialement élues doivent être

dier de la façon la plus attentive les rapports financiers entre l'entreprise en question et les autres entreprises, et la suppression du secret commercial doit être proposée aux ouvriers comme une tâche pratique.

7. L'un des moyens d'empêcher la fermeture en masse des entreprises dans un but de diminution des salaires et d'aggravation des conditions du travail peut être l'occupation de la fabrique ou de l'usine et la continuation de la production en dépit du patron

En présence de la disette de marchandises actuelles, il est particulièrement important d'empêcher tout arrêt dans la production ; aussi les ouvriers ne doivent-ils pas tolérer une fermeture préméditée des fabriques et des usines. Suivant les conditions locales, les conditions de la production, la situation politique et l'intensité de la lutte sociale, la mainmise sur les entreprises peut et doit être accompagnée encore d'autres méthodes d'action sur le capital. La gestion de l'entreprise saisie doit être remise entre les mains du comité de fabrique ou d'usine et du représentant spécialement désigné par le syndicat.

8. La lutte économique doit être livrée sous le mot d'ordre de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions de travail, qui doivent être portés à un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant-guerre. Les tentatives pour ramener les ouvriers aux conditions de travail d'avant-guerre doivent être repoussées de la façon la plus décisive et la plus révolutionnaire. La guerre a eu pour résultat l'épuisement de la classe ouvrière ; aussi l'amélioration des conditions de travail est-elle une condition indispensable pour réparer cette perte de forces. Les allégations des capitalistes, qui mettent en cause la concurrence étrangère, ne doivent aucunement être prises en considération ; les syndicats révolutionnaires ne doivent pas aborder les questions de salaires et de conditions de travail du point de vue de la concurrence entre les profiteurs des différentes rations ; ils doivent se placer au point de vue de la conservation et de la protection de la force de travail.

9. Si la tactique réductrice des capitalistes coïncide avec une crise économique dans le pays, le devoir des syndicats révolutionnaires est de ne pas se laisser abattre par détachements séparés. Dès le début, il faut entraîner dans la lutte les ouvriers des établissements d'utilité publique (mineurs, cheminots, électriciens, ouvriers du gaz, etc.), pour que la lutte contre l'offensive du capital touche dès le début les noeuds nerveux de l'organisme économique. Ici, toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale s'étendant à quelque grosse industrie sur un plan national.

10. Les syndicats doivent se proposer comme une tâche pratique du jour la préparation et l'organisation d'actions internationales par industries. L'arrêt des transports ou de l'extraction de la houille, réalisé sur un plan international, est un puissant moyen de lutte contre les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie de tous les pays.

Les syndicats doivent suivre avec attention la conjoncture mondiale pour choisir le moment le plus propice à leur offensive économique ; ils ne doivent pas oublier un seul instant ce fait qu'une action internationale ne sera possible que si des syndicats révolutionnaires sont créés, syndicats

qui ne doivent rien avoir de commun avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

11. La foi dans la valeur absolue des contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays, doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'une armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux à l'égard des contrats collectifs témoigne de la profonde pénétration de l'idéologie bourgeoise dans la tête des chefs de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ne doivent pas renoncer aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative ; ils doivent toujours envisager nettement la méthode à suivre pour rompre ces contrats toutes les fois que c'est avantageux à la classe ouvrière.

12. La lutte des organisations ouvrières contre le patron individuel et collectif doit être adaptée aux conditions nationales et locales ; elle doit utiliser toute l'expérience de la lutte libératrice de la classe ouvrière. Aussi, toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée, les ouvriers doivent, dès son début, créer des cadres spéciaux pour combattre les briseurs de grève et pour s'opposer à l'offensive provocatrice des organisations blanches de toutes nuances appuyées par les Etats bourgeois. Les fascistes en Italie, l'aide technique en Allemagne, les gardes civiques formées d'anciens officiers et sous-officiers en France et en Angleterre, toutes ces organisations ont pour but la démoralisation, la défaite de toute action ouvrière, une défaite qui se réduirait non pas à un simple remplacement des révoltés, mais à la débâcle matérielle de leur organisation et au massacre des chefs du mouvement. Dans ces conditions, l'organisation de bataillons de grèves spéciaux, de détachements spéciaux de défense ouvrière, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

13. Les organisations de combat ainsi créées ne doivent pas se borner à combattre les organisations des patrons et des briseurs de grèves ; elles doivent se charger d'arrêter tous les colis et marchandises expédiés à destination de l'usine en grève par d'autres entreprises et s'opposer au transfert des commandes à d'autres usines et d'autres entreprises. Les syndicats des ouvriers des transports sont appelés à jouer sous ce rapport un rôle particulièrement important : à eux incombe la tâche d'entraver le transport des marchandises, ce qui ne saurait être réalisé sans l'aide unanime de tous les ouvriers de la région.

14. Toute la lutte économique de la classe ouvrière au cours de la période qui vient, doit se concentrer autour du mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production, ce contrôle devant être réalisé sans attendre que le gouvernement ou les classes dominantes aient inventé quelque succédané de contrôle. Il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes pour créer des associations paritaires, des commissions paritaires et un strict contrôle sur la production doit être réalisé : alors seulement il donnera des résultats déterminés. Les syndicats révolutionnaires doivent combattre résolument le chantage et l'escroquerie exercés au nom de la socialisation par les chefs des vieux syndicats avec le concours des classes dominantes. Tout le verbiage de ces messieurs à propos de la socialisation pacifique poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale.

15. Pour distraire l'attention des ouvriers de leurs tâches immédiates et éveiller en eux des velléités petites-bourgeoises, on met en avant l'idée de la participation des ouvriers aux bénéfices, c'est-à-dire de la restitution aux ouvriers d'une faible partie de la plus-value créée par eux ; ce mot d'ordre de perversion ouvrière doit recevoir sa critique sévère et implacable. (« Pas de participation aux bénéfices, la destruction des bénéfices capitalistes » ; tel est le mot d'ordre des syndicats révolutionnaires.)

16. Pour entraver ou briser la force combattive de la classe ouvrière, les Etats bourgeois ont profité de la possibilité de militariser provisoirement certaines usines ou des branches entières d'industrie sous prétexte de protéger les industries d'importance vitale. Alléguant la nécessité de se préserver autant que possible contre des perturbations économiques, les Etats bourgeois introduisirent pour protéger le capital des cours d'arbitrage et des commissions de conciliation obligatoires. C'est aussi dans l'intérêt du capital et pour faire retomber entièrement sur les ouvriers le poids des charges de la guerre qu'on introduisit un nouveau système de perception des impôts ; ceux-ci sont retenus sur le salaire de l'ouvrier par le patron, qui joue ainsi le rôle de percepteur. Les syndicats doivent mener une lutte des plus opiniâtres contre ces mesures gouvernementales ne servant qu'aux intérêts de la classe capitaliste.

17. Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour améliorer les conditions du travail, élever le niveau de subsistance des masses, établir le contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre du capitalisme tous ces problèmes ne sauraient être résolus ; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obli-

geant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seul le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale. Aussi, pas une action partielle, pas une grève partielle ni le moindre conflit ne doivent passer sans laisser de traces à ce point de vue. Les syndicats révolutionnaires doivent généraliser ces conflits en élevant constamment la mentalité des masses ouvrières jusqu'à la nécessité et à l'inévitabilité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

18. Toute lutte économique est une lutte politique, c'est-à-dire une lutte menée par toute une classe. Dans ces conditions, si considérables que soient les couches ouvrières embrassées par la lutte, celle-ci ne peut être réellement révolutionnaire, elle ne peut être réalisée avec le maximum d'utilité pour la classe ouvrière dans son ensemble que si les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main, en union et collaboration étroite avec le Parti Communiste du pays. La théorie et la pratique de la division de l'action de la classe ouvrière en deux moitiés autonomes est très pernicieuse surtout dans le moment révolutionnaire actuel. Chaque action demande un maximum de concentration des forces, qui n'est possible qu'à la condition de la plus haute tension de toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ses éléments communistes et révolutionnaires. Des actions isolées du Parti Communiste et des syndicats révolutionnaires de classe sont d'avance vouées à l'insuccès et à la débâcle. C'est pourquoi l'unité d'action, une liaison organique entre les Partis Communistes et les syndicats ouvriers, constituent la condition préalable du succès dans la lutte contre le capitalisme.

## Thèses pour la Propagande parmi les Femmes

*adoptées le 8 juillet 1921, au cours de la 20<sup>e</sup> séance*

1. Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste conjointement avec la 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des femmes communistes, confirme l'opinion du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> Congrès relativement à la nécessité pour tous les Partis Communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des soviets ou pour l'organisation de la République ouvrière soviétique.

Pour la classe ouvrière du monde entier et par conséquent pour les ouvrières, la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productrices ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaitre l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la

décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir qui doit organiser la production d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou de la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit conformément aux lois du développement économique, prendre en mains l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la

classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insurmontables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste, et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat permettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propres intérêts.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la Troisième Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise, ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part, le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que, sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

2. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment, avec une force particulière, l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme ; il exige, dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que, devant le peuple laborieux de la Russie Soviétiste, se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

3. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les Partis Communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présentent dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident, non entraînées dans ce mouvement, constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a

joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la Révolution Soviétiste a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne, tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétiste. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétiste, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes : étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

4. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la société travailleuse ; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent, la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

5. Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions « spécialement féminines » ; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche tra-

hison des social-coalitionnistes et des opportunistes, ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent, dans leur propre intérêt, soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

6. La lutte de la femme contre sa double oppression : le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétique sous le drapeau de la 3<sup>e</sup> Internationale.

7. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la 2<sup>e</sup> Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la 2<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la 2<sup>e</sup> Internationale n'a pas même essayé de créer un organe destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'Union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la 2<sup>e</sup> Internationale, sur la propre initiative des ouvriers.

La 3<sup>e</sup> Internationale a formulé clairement, dès son premier Congrès, en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature : c'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première Conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le Secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la 2<sup>e</sup> Internationale et avec l'Internationale 2 1/2 et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

8. L'appui que donneront à l'Internationale Communiste les ouvrières et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des Partis Communistes de leurs pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> Internationale n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale Communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants, ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes, luttant pour leur affranchissement, ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale Communiste.

Tout adversaire de la 3<sup>e</sup> Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à rompre avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

### Méthodes d'action parmi les femmes

Partant des principes ci-dessus indiqués, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les Partis Communistes de tous les pays sur les bases suivantes :

1<sup>o</sup> Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils d'usines, etc.) ;

2<sup>o</sup> Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes ;

3<sup>o</sup> Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, rendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisations séparées de femmes au sein du Parti, des syndicats ou des autres associations ouvrières, le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former, dans tous les Partis Communistes, des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela, le Congrès est guidé par les considérations suivantes :

a) L'asservissement familial de la femme, non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétique, dans la phase de transition du capitalisme au communisme ;

b) La grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille ;

c) Les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité

et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste.

Le 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste indique, comme tâches des Partis Communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes :

1<sup>o</sup> Eduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du communisme et les attirer dans les rangs du Parti ;

2<sup>o</sup> Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes ;

3<sup>o</sup> Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement et le chômage), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétistes ;

4<sup>o</sup> Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère .

5<sup>o</sup> Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des Comités du Parti.

Parmi les membres de la commission ou de la direction des sections, devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais dans les pays des Soviets, par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, commissariats, commissions, syndicats, etc., etc.) et dans les pays capitalistes avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats, conseils, etc.).

Partout où des Partis Communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du Parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque comité doit comprendre une camarade, chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production doivent être, pour les Partis Communistes, le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant dans les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste

n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétistes.

Le travail parmi les femmes doit être mené dans l'esprit suivant : unité dans la ligne politique et dans la structure du Parti ; libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être entièrement obtenu que par le Parti. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

### **Le travail politique du Parti parmi les femmes dans les pays de régime soviétiste.**

Le rôle des sections dans les républiques soviétistes consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du communisme en les entraînant dans les rangs du Parti Communiste ; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale Communiste.

Les sections doivent, par tous les moyens, faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétiste, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétiste, les sections doivent veiller à l'application des décisions du 3<sup>e</sup> Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeant, administrant, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve d'initiative particulière pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes dans les campagnes pour l'élection des Soviets, et veiller à ce que, parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs, soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics comme orphelinais, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allégeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave do-



mestique et familial la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront faciliter l'éducation des membres femmes des syndicats dans l'esprit du communisme, par l'intermédiaire des organisations pour le travail parmi les femmes constituées par les fractions communistes des syndicats.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des délégués d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les délégués du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail : soviets, économie nationale, syndicats.

### Dans les pays capitalistes

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part, la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise des logements, de la menace de nouvelles guerres impérialistes ; d'autre part, les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes-coalitionnistes.

Les commissions veilleront non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits, tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme et en opposant au parlementarisme le régime soviétiste.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des Soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets, particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe : à travail égal, salaire égal.

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et ac-

cessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions devront veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales ou autres, dans lesquelles les femmes ont obtenu le droit de siéger par élection, pour préconiser dans ces organes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais, tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions, dans les Parlements et dans les municipalités, doivent rester en contact étroit avec les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets, etc., relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement, dans le Parti Communiste, des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs pour le travail parmi les femmes agissant sous la direction du Parti et des sections locales.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle sorte qu'elles obtiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du communisme et en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique : le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

### Dans les pays économiquement arriérés

Le Parti Communiste, de concert avec les sections, doit obtenir, dans les pays à faible développement industriel, la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent lutter contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et mener la propagande parmi les hommes aussi.

Le Parti Communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres,

en favorisant la formation, partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient vivant dans les confins de la Russie Soviétique), d'ateliers corporatifs, et en facilitant aussi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile ; elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celles-ci et, en général, les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade, il faudra organiser des clubs ambulants.

Les sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétique, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir, tandis que le travail collectif la libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétique, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétique égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de juré dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plate-forme de la lutte de classe. Les sections révéleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme ; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par exemple, les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétiques de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée en Orient, tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les Partis Communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail

parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjoindue aux thèses.

### Méthodes d'agitation & de propagande

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des champions du communisme, il est indispensable que tous les Partis Communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci : « Agitation et propagande par le fait ».

Agitation par le fait veut dire avant tout action pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste, est un progrès soulageant la situation de la femme. « De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du communisme et de ses principes théoriques », telle est la méthode avec laquelle les Partis Communistes et leurs sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats les sections devront entrer en rapports par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétiques, en commençant par l'armée et la milice et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme : alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempe et élève la volonté et la conscience révolutionnaires ; dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison), dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le Parti Communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes, auprès des Partis Communistes, doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes, et parmi les femmes des Etats soviétiques affranchir leur es-

prit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste dans les masses féminines des syndicats, coopératives, associations. Les sections doivent veiller à ce que dans les États soviétistes, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la propagande. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique ou, dans les États soviétistes, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie soviétiste ; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du Parti Communiste de la Russie soviétiste, qui organise des réunions de délégués et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités *ad hoc*, approfondir les questions soulevées en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement au moins une fois par semaine et à chaque action importante des Partis Communistes et des masses prolétariennes.

Les sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable ; des brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore

retardataires et des femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion pour les ouvrières seules, peuvent être organisés seulement en cas d'exception.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est désirable de ne point créer de cours et d'écoles spéciales pour les femmes communistes ; dans chaque école du Parti, il doit obligatoirement y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux cours généraux du Parti.

## Structure des Sections

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du Comité Central du Parti.

Chaque pays désigne lui-même les membres de la section. C'est de même au Parti des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer selon les circonstances le nombre des membres de la section appointés par le Parti.

La directrice de la section devra être en même temps membre du Comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du Comité avec voix délibérative sur les questions concernant la section des femmes et avec voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes : maintien de la liaison entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunion d'informations sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections, fourniture de littérature à la région ou province ; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes ; convocation au moins deux fois par an de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des sections à raison de une à deux par section, enfin organisation de conférences d'ouvrières et de paysannes sans-parti.

Les sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du bureau sont nommés par le Comité correspondant du Parti sur présentation de la directrice de la section ; celle-ci est élue de même que les autres membres du comité de district ou de province à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province, ou encore sont nommées par les sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La commission Centrale pour le travail parmi les femmes se compose de 2 à 5 membres dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes : instructions à donner aux localités et à leurs militantes, contrôle du travail des sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle par l'intermédiaire de leur représentant

ou de leur chargé de pouvoir des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme, participation des représentants, des chargés de pouvoir, aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance, etc., publication d'une « feuille » centrale et rédaction de journaux périodiques pour les ouvrières, convocation au moins une fois par an des représentantes de toutes les sections provinciales, organisation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes, entraînement des ouvrières à participer dans toutes les sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti, liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale de l'ouvrière.

Si la directrice de la section des femmes auprès du Comité Central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances

avec voix délibérative sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est ou bien nommée par le Comité Central du Parti ou bien élue au Congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêtés de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

### Le Travail à l'Échelle Internationale

La direction du travail des Partis Communistes de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'Internationale Communiste et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le Pouvoir des soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au secrétariat international féminin auprès de l'Internationale Communiste.

Le nombre des membres de la Commission Centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le Comité Central du Parti.

---

## Résolution sur les relations internationales des Femmes communistes et le Secrétariat Féminin de l'Internationale

*adoptée, au cours de la séance du 12 Juin, après le rapport de la camarade Kollontai et après l'amendement de la camarade Clara Zetkin.*

---

La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes communistes propose aux Partis Communistes de tous les pays d'Occident et d'Orient de faire élire par leur Section Centrale Féminine, suivant les « directives » de la 3<sup>e</sup> Internationale, des correspondantes internationales. Le rôle de la correspondante de chaque Parti Communiste est, comme les « directives » l'indiquent, d'entretenir des rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays, ainsi qu'avec le Secrétariat International Féminin de Moscou, qui est l'organe de travail de l'Exécutif de la 3<sup>e</sup> Internationale. Les Partis Communistes doivent fournir aux correspondantes internationales tous les moyens techniques et toutes les possibilités de communiquer entre elles et avec le secrétariat de Moscou. Les correspondantes internationales se réunissent une fois tous les six mois, pour délibérer et échanger des vues avec les représentants du Secrétariat Féminin International. Cependant, en cas de nécessité, ce dernier peut réunir cette conférence en tout temps.

Le Secrétariat International Féminin accomplit, d'accord avec l'Exécutif et en contact étroit avec les correspondantes internationales des différents pays, les tâches fixées par les « directives ». Ce qu'il doit surtout faire, c'est hâter, dans chaque pays, par le conseil et l'action, le développement du mouvement féminin communiste, encore faible,

et donner une direction unique au mouvement féminin de tous les pays d'Occident et d'Orient, provoquer et orienter, sous la direction et avec l'appui énergique des communistes, des actions nationales et internationales de nature à intensifier et à étendre, sous la poussée des femmes, la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le Secrétariat Féminin International de Moscou devra s'adjoindre en Occident un organe auxiliaire, afin de s'assurer une liaison plus étroite et plus régulière avec les mouvements communistes féminins de tous les pays. Cet organe aura à faire les travaux préparatoires et supplémentaires pour le Secrétariat International, c'est-à-dire qu'il sera purement exécutif et n'aura pas le droit de décider quoi que ce soit. Il sera lié par les décisions et les indications du Secrétariat Général de Moscou et de l'Exécutif de la Troisième Internationale. Avec l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale, collaborera au moins une représentante du Secrétariat Général.

Pour autant que la constitution et le champ d'activité du Secrétariat ne sont pas fixés par les « directives », ces questions seront réglées par l'Exécutif de la Troisième Internationale, d'accord avec le Secrétariat Féminin International, de même que la composition, la forme et le fonctionnement de l'organe auxiliaire.

## Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes

*adoptée au cours de la séance du 13 juin, après le rapport de la camarade Kollontai*

*La 2<sup>e</sup> Conférence Internationale des Femmes Communistes, tenue à Moscou, déclare :*

L'écroulement de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois reposant sur cette économie, de même que le progrès de la révolution mondiale, font de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature, une nécessité de plus en plus vitale et impérieuse pour le prolétariat de tous les pays où ce régime règne encore, un devoir qui ne pourra s'accomplir que lorsque les femmes laborieuses prendront part à cette lutte d'une manière consciente, résolue et dévouée.

Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir d'Etat et établi sa dictature sous la forme des Soviets, comme en Russie et en Ukraine, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir contre la contre-révolution nationale et internationale et de commencer l'édification du régime communiste libérateur, aussi longtemps que les masses ouvrières féminines n'auront pas acquis la conscience nette et inébranlable que la défense et l'édification de l'Etat doivent être aussi leur œuvre.

La deuxième Conférence Internationale des Femmes Communistes propose par conséquent aux partis de tous les pays, conformément aux principes et aux décisions de la Troisième Internationale, de se mettre à l'œuvre avec la plus grande énergie afin de réveiller les masses féminines, de les rassembler, de les instruire dans l'esprit du communisme, de les entraîner dans les rangs des Partis Communistes et de renforcer constamment et résolument leur volonté d'action et de lutte.

Pour que ce but soit atteint, tous les partis adhérant à la 3<sup>e</sup> Internationale doivent former dans tous leurs organes et institutions, à commencer par les plus inférieurs jusqu'aux plus élevés, des sections féminines présidées par un membre de la direction du Parti dont le but sera le tra-

vail d'agitation, d'organisation et d'instruction parmi les masses ouvrières féminines, et qui auront leurs représentants dans toutes les formations administratives et directrices des partis. Ces sections féminines ne forment pas des organisations séparées ; elles ne sont que des organes de travail chargés de mobiliser et d'instruire les ouvrières en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir politique, et aussi en vue de l'édification du communisme. Elles agissent dans tous les domaines et en tout temps sous la direction du Parti, mais possèdent aussi la liberté de mouvement nécessaire pour appliquer les méthodes et formes de travail et pour créer les institutions qui sont réclamées par les caractères spéciaux de la femme et sa position particulière toujours subsistante dans la société et dans la famille.

Les organes féminins des Partis Communistes doivent toujours avoir conscience dans leur activité du but de leur double tâche :

1<sup>o</sup> Entraîner des masses féminines toujours plus nombreuses, plus conscientes et plus fermement décidées dans la lutte de classe révolutionnaire de tous les opprimés et exploités contre le capitalisme et pour le communisme ;

2<sup>o</sup> En faire après la victoire de la révolution prolétarienne les collaboratrices conscientes et héroïques de l'édification communiste. Les organes féminins du Parti Communiste doivent dans leur activité se rendre compte que les moyens d'agitation et d'instruction ne sont pas les discours et les écrits, mais qu'il faut également apprécier et utiliser comme les moyens les plus importants : la collaboration des femmes communistes organisées dans tous les domaines de l'activité — lutte et édification — des Partis Communistes ; la participation active des femmes ouvrières à toutes les actions et luttes du prolétariat révolutionnaire, aux grèves, aux insurrections générales, aux démonstrations de rue et révoltes à main armée.

## Résolution sur l'Internationale Communiste et le mouvement de la Jeunesse Communiste

*adoptée le 12 juillet 1921, au cours de la 24<sup>e</sup> séance*

1. Le mouvement de la jeunesse socialiste est né sous la pression de l'exploitation capitaliste de la jeunesse laborieuse et du système illimité du militarisme bourgeois. Il est né comme réaction contre les tentatives d'empoisonnement de la jeunesse laborieuse par les idées bourgeoises nationalistes et contre la négligence et l'oubli dont s'étaient rendus coupables le parti social-démocrate et les syndicats dans la plupart des pays vis-à-vis des exigences économiques, politiques et spirituelles de la jeunesse.

Dans presque tous les pays les organisations de la jeunesse socialiste furent créées sans le

concours des partis social-démocrates et des syndicats, qui devenaient toujours de plus en plus opportunistes et réformistes, et dans quelques pays ces organisations se formèrent même contre la volonté de ces partis et des syndicats. Ceux-ci virent un très gros danger dans l'apparition des jeunes socialistes révolutionnaires indépendantes et essayèrent de réprimer ce mouvement, d'en changer le caractère et de lui imposer leur politique en exerçant sur lui une tutelle bureaucratique et en essayant de le priver de toute indépendance.

2. En outre, la guerre impérialiste et l'attitude

prise dans la plupart des pays par les partis social-démocrates devaient agrandir l'abîme creusé entre les partis social-démocrates et les jeunes internationales et révolutionnaires et accélérer le conflit. La situation de la jeunesse laborieuse empira pendant la guerre à cause de la mobilisation, de l'exploitation renforcée dans les industries militaires et de la militarisation derrière le front. La meilleure partie de la jeunesse socialiste prit résolument position contre la guerre et le nationalisme, se sépara des partis social-démocrates et commença une action politique propre (Conférences Internationales de la Jeunesse à Berne en 1915, à Iéna en 1916).

Dans leur combat contre la guerre, les meilleurs groupes révolutionnaires des ouvriers adultes soutinrent les jeunes socialistes qui devinrent par là un point de rassemblement des forces révolutionnaires. Elles prirent ainsi sur elles les fonctions des partis révolutionnaires qui faisaient défaut. Elles devinrent l'avant-garde dans le combat révolutionnaire et prirent la forme d'organisations politiques indépendantes.

3. Avec l'apparition de l'Internationale Communiste et de Partis Communistes dans différents pays, le rôle des jeunes révolutionnaires dans tout le mouvement du prolétariat se modifie. De par sa situation économique et grâce à des traits psychologiques particuliers, la jeunesse ouvrière est plus facilement accessible aux idées communistes et fait preuve, lors des combats révolutionnaires, d'un enthousiasme révolutionnaire plus grand que ses aînés les ouvriers. Toutefois ce sont les Partis Communistes qui prennent sur eux le rôle d'avant-garde qu'avaient joué les jeunes, en ce qui concerne l'action politique indépendante et la direction politique. Si les organisations de la jeunesse communiste continuaient à exister en qualité d'organisations indépendantes au point de vue politique et jouant un rôle dirigeant, l'on verrait l'existence de deux Partis Communistes concurrents qui ne se distingueraient entre eux que par l'âge de leurs membres.

4. Le rôle actuel de la jeunesse consiste en ce qu'elle doit réunir les jeunes ouvriers, les éduquer dans un esprit communiste et les amener aux premiers rangs de la bataille communiste. Le temps est passé où la jeunesse pouvait se borner à un travail bon pour de petits groupes de propagande, composés de peu de membres. Il y a aujourd'hui, à part l'agitation et la propagande, menées avec persévérance et avec de nouvelles méthodes, encore un moyen de conquérir les larges masses de jeunes ouvriers : c'est de provoquer et diriger les combats économiques.

Les organisations de la jeunesse doivent élargir et renforcer leur travail d'éducation en se conformant à leur nouvelle mission. Le principe fondamental de l'éducation communiste dans le mouvement de la jeunesse communiste est la participation active à tous les combats révolutionnaires, participation qui doit être étroitement liée à l'école marxiste.

Un autre devoir important des jeunes à l'époque actuelle, c'est de détruire l'idéologie centriste et social-patriotique parmi la jeunesse ouvrière et de débarrasser celle-ci des tuteurs et des chefs social-démocrates. En même temps, elles doivent tout faire pour activer le processus de rajeunissement résultant du mouvement des masses, en déléguant rapidement, dans les Partis Communistes, ses membres les plus âgés.

La grande différence fondamentale qui existe entre les jeunes communistes et les jeunes centristes et social-patriotiques devient surtout apparente par la participation active à tous les pro-

blèmes de la vie politique et aux combats et actions révolutionnaires, de même que par la collaboration à la construction des Partis Communistes.

5. Les rapports entre les jeunes et les Partis Communistes diffèrent radicalement de ceux qui existent entre les organisations de la jeunesse révolutionnaire et les Partis social-démocrates. La plus grande uniformité et la centralisation la plus stricte sont nécessaires dans le combat commun pour la réalisation rapide de la révolution prolétarienne. La direction politique ne peut appartenir au point de vue international qu'à l'Internationale Communiste et, dans les différents pays, aux sections locales de l'Internationale. Il est du devoir des organisations de la jeunesse communiste de se subordonner à cette direction politique (programme, tactique et directives politiques) et de s'incorporer au front révolutionnaire commun. Etant donné les différents degrés de développement révolutionnaire des Partis Communistes, il est nécessaire que, dans des cas exceptionnels, l'application de ce principe soit subordonnée à une décision spéciale du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et de l'Internationale de la Jeunesse, tenant compte des conditions particulières existantes. Les jeunes communistes qui ont commencé à organiser leurs rangs, selon les règles de la centralisation la plus stricte, devront se soumettre, pour réaliser et diriger la révolution prolétarienne, à la discipline d'airain de l'Internationale Communiste. Les jeunes doivent s'occuper, au sein de leurs organisations, de toutes les questions politiques et tactiques, à l'endroit desquelles elles doivent toujours prendre position, et à l'intérieur des Partis Communistes de leur pays, elles doivent toujours agir non contre ces Partis, mais dans le sens des décisions prises par eux. En cas de graves dissensions entre les Partis Communistes et les jeunes, celles-ci doivent faire valoir leur droit d'appel au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. L'abandon de leur indépendance politique ne signifie aucunement l'abandon de leur indépendance organique, qu'il faut conserver pour des raisons d'éducation.

Comme pour la bonne direction de la lutte révolutionnaire le maximum de centralisation et d'unité est nécessaire dans les pays où l'évolution historique a placé la jeunesse dans la dépendance du Parti, ces relations doivent être maintenues à titre de règle ; les divergences sont résolues par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, en commun avec le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse.

6. Une des tâches les plus urgentes et les plus importantes des jeunes est de se débarrasser de tous les restes de l'idée de son rôle politique dirigeant, survivances de leur période d'absolue autonomie. La presse et tout l'appareil des jeunes doivent être utilisés pour imprégner les jeunes communistes du sentiment et de la conscience qu'ils sont des soldats et des membres responsables d'un seul Parti Communiste.

Les organisations de la jeunesse communiste doivent faire d'autant plus attention et donner d'autant plus de temps à ce travail qu'elles commentent, grâce à la conquête de groupes toujours plus nombreux de jeunes ouvriers, à se transformer en mouvement de masses.

7. La collaboration politique étroite entre les jeunes et les Partis communistes doit trouver son expression dans une liaison organique solide entre les deux organisations. Ce qui est absolument nécessaire, c'est un échange permanent et mutuel de représentants entre les organes dirigeants des jeunes et des Partis à tous les échelons : province, arrondissement, canton et jusqu'aux derniers noyaux, dans les groupes d'usi-

nes et dans les syndicats, de même que la participation mutuelle à toutes les conférences et congrès. De cette façon, le Parti Communiste aura la possibilité d'exercer une influence continue sur l'activité de la jeunesse et de la soutenir, tandis que celle-ci pourra également avoir une influence réelle sur l'activité du Parti.

8. Les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale de la Jeunesse sont encore plus étroits qu'entre l'Internationale et les Partis Communistes. Le rôle de l'Internationale Communiste de la Jeunesse consiste à centraliser et à diriger le mouvement de la jeunesse communiste, à soutenir et encourager moralement et matériellement les différentes unions, à créer de nouvelles organisations de la jeunesse communiste là où elles n'existent pas et à faire la propagande internationale pour le mouvement de la jeunesse

communiste et pour son programme. L'Internationale Communiste de la Jeunesse constitue une partie de l'Internationale Communiste et en cette qualité elle est subordonnée aux décisions du Congrès et de l'Exécutif de l'Internationale Communiste. C'est dans ces limites qu'elle exécute son travail et agit en qualité d'intermédiaire et d'interprète de la volonté politique de l'Internationale Communiste dans toutes les sections de cette dernière. C'est par l'échange constant et mutuel et une collaboration étroite continue que l'on peut assurer un contrôle constant de la part de l'Internationale Communiste et le travail le plus fécond de l'Internationale Communiste de la Jeunesse sur tous les terrains de son activité (direction du mouvement, agitation, organisation, renforcement et soutien des organisations de la jeunesse communiste).

## Résolution sur l'action de mars et sur le Parti Communiste Unifié d'Allemagne

*adoptée le 9 Juillet 1921, au cours de la 21<sup>e</sup> séance*

Le 3<sup>e</sup> Congrès mondial constate avec satisfaction que les résolutions les plus importantes et particulièrement la partie de la résolution sur la tactique concernant l'action ardemment discutée de mars ont été adoptées à l'unanimité et que même les représentants de l'opposition allemande dans leur résolution sur l'action de mars se sont placés en fait sur un terrain identique à celui du Congrès.

Le Congrès y voit une preuve qu'un travail cohérent et une collaboration intime sur la base des décisions du 3<sup>e</sup> Congrès sont non seulement désirés, mais encore possibles au sein du Parti Communiste unifié d'Allemagne. Le Congrès estime que tout morcellement des forces au sein du Parti Communiste unifié d'Allemagne, toute formation de fractions, sans parler même de scission, constitue le plus grand danger pour l'ensemble du mouvement.

Le Congrès attend de la Direction Centrale et de la majorité du Parti Communiste unifié d'Alle-

magne une attitude tolérante à l'égard de l'ancienne opposition, pourvu qu'elle applique loyalement les décisions prises par le 3<sup>e</sup> Congrès ; celui-ci est de plus persuadé que la Direction Centrale fera tout son possible pour réunir toutes les forces du Parti.

Le Congrès demande à l'ancienne opposition de dissoudre immédiatement toute organisation de fraction, de subordonner absolument et complètement sa fraction parlementaire à la Direction Centrale, de subordonner entièrement la presse aux organisations respectives du Parti, de cesser immédiatement toute collaboration (dans ses revues, etc.) avec Paul Levi, exclu du Parti et de l'Internationale Communiste.

Le Congrès charge l'Exécutif de suivre attentivement le développement ultérieur du mouvement allemand et de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques dans le cas de la moindre infraction à la discipline.

## Adresse pour Max Hoelz

*adoptée le 25 juin 1921, au cours de la 4<sup>e</sup> séance*

### Au Proletariat allemand !

Aux deux mille ans de prison et de peines correctionnelles qu'elle a infligés aux combattants de mars, la bourgeoisie allemande ajoute l'emprisonnement à perpétuité de Max Hoelz.

L'Internationale Communiste est adverse de la terreur et des actes de sabotage individuel qui ne servent pas directement aux buts de combat de la guerre civile ; elle condamne la guerre de francs-tireurs menée en dehors de la direction politique du prolétariat révolutionnaire. Mais l'Internationale Communiste voit en Max Hoelz l'un des plus courageux rebelles contre la société capitaliste, dont la rage s'exprime par des condamna-

tions de prison et dont l'ordre se manifeste par les excès de la canaille qui sert de base à son régime. Les actes de Max Hoelz ne correspondaient pas au but poursuivi ; la terreur blanche ne saurait être brisée qu'à la suite du soulèvement des masses ouvrières ; ce n'est qu'ainsi que le prolétariat pourra conquérir la victoire. Mais ces actes lui étaient dictés par son amour pour le prolétariat, par sa haine contre la bourgeoisie. Le Congrès adresse donc ses salutations fraternelles à Max Hoelz ; il le recommande à la protection du prolétariat allemand et exprime son espoir de le voir lutter dans les rangs du Parti Communiste pour la cause de l'affranchissement des ouvriers, le jour où les prolétaires allemands auront brisé les portes de sa prison.

# Les Tendances Nouvelles de l'Anarchisme Russe

On sait que la Révolution russe a déterminé, au sein des partis socialistes russes d'abord, et internationaux ensuite, une scission définitive. En présence des réalités de la révolution sociale, des hommes, habitués à se proclamer révolutionnaires, ont dû prendre parti pour ou contre la violence, pour ou contre l'expropriation immédiate des Riches, pour ou contre la dictature. Et la vieille Social-démocratie russe fondée par Plekhanov a vu se creuser dans son sein le fossé entre les mencheviks et les bolcheviks. Le Parti socialiste-révolutionnaire s'est divisé en droite — catégoriquement réactionnaire — et en gauche soviétiste. Les partis israélites russes ont évolué de même. Les anarchistes..

Les anarchistes constituaient un mouvement épars, divers, divisé en organisations peu durables et mal circonscrites. Ils faisaient pourtant preuve (mars à octobre 1917) d'une grande activité, d'une grande vitalité. Mais, par suite du caractère diffus de leur mouvement, il n'y eut pas chez eux de scission nette. La plupart d'entre eux adhèrent dès la première heure à la Révolution d'octobre, qu'ils avaient préparée, voulue avec les bolcheviks. Ce n'est que beaucoup plus tard que la révolution devait les diviser en deux tendances opposées. Des indices symptomatiques manifestent pourtant l'existence chez les anarchistes, pendant la Révolution d'octobre, de courants contraires à celle-ci. A la veille des événements, le *Goloss-Trouda* (anarcho-syndicaliste) publie une déclaration dans laquelle, répondant aux questions de ses lecteurs, il précise ne pas vouloir appuyer le mouvement en préparation et n'être disposé à le suivre que si les masses le suivent.. Ainsi s'exprime, le 23 octobre 1917, l'organe anarchiste le plus répandu parmi les ouvriers de Pétrograd. Et au lendemain des batailles de la révolution à Moscou, le Dr Athbékian, vieil ami de Kropotkine, reprochait amèrement aux bolcheviks d'avoir déchaîné la guerre civile. Mais, je le répète, ceci n'indique que la tendance la plus faible. Le grand nombre des militants libertaires russes ne partagea ni les hésitations du *Goloss-Trouda*, ni les scrupules du philosophe humanitaire. Et je ne cite ces faits que parce qu'ils me paraissent marquer le point de départ de la division qui va s'accroissant parmi les anarchistes russes, mis chaque jour en demeure de se prononcer pour ou contre la révolution (la révolution-réalité, très différente de la révolution-théorie et plus encore de la révolution-idéal).

Cette division est aujourd'hui si accusée qu'il y a des anarchistes — en grand nombre — membres du Parti communiste russe et d'autres anarchistes emprisonnés par les Commissions Extraordinaires qui les considèrent, à tort ou à raison, comme les ennemis les plus redoutables du pouvoir communiste. En dehors de ces extrêmes, toutes les tendances anarchistes russes se subdivisent en « gauche » (également hostile au commu-

nisme) et « droite » (loyale et sympathisante envers le communisme) ; ce qui, par ce temps de guerre civile, explique que des anciens syndicalistes soient emprisonnés par un régime dans lequel d'autres anciens syndicalistes — quelquefois amis personnels des premiers — occupent des postes responsables. Pour être précis, j'indiquerai qu'il y a deux groupes d'anciens syndicalistes : celui du *Goloss-Trouda*, qui fut toujours légal, loyal, et dont les membres n'ont jamais cessé de travailler dans les institutions soviétistes, et la Confédération A.-S., irréductiblement opposée au régime communiste ; qu'il y a de même deux groupes anciens universalistes : l'un bolchevisant, l'autre hostile au bolchevisme, et que ces nuances, moins bien délimitées, se retrouvent dans la Fédération communiste anarchiste (car il y a au total, à Moscou, une dizaine d'organisations anarchistes).

En somme, il y a ceux qui, n'ayant rien appris de la révolution, demeurent sur les positions traditionnelles, et ceux qui, se voyant dépassés par les événements, s'efforcent laborieusement de faire la somme de l'expérience acquise et de réaliser une synthèse dont naîtra tôt ou tard le nouvel anarchisme.

C'est à faire connaître les efforts des seconds que je m'attacherai dans cet article. Les anarchistes, ennemis déclarés du Parti Communiste, n'ont pas, en Russie rouge, de presse légale. D'autres éléments libertaires, que je qualifierais volontiers de « centristes » kropotkiniens, dont l'opposition aux communistes se borne à la critique des idées, font en ce moment paraître la *Volnaya Jizn* (organe de la Fédération Panrusse des anarchistes communistes, rédacteur : A. Karélina. 1<sup>re</sup> Maison des Soviets, 219, Moscou) et le *Potchin* (le *Commencement*, surtout consacré à la propagande de la coopération, Moscou, Fédération Panrusse A.-C.). Ces petites feuilles, qui répondent sans nul doute à un besoin, n'ont rien de nouveau à nous apprendre. Les tendances nouvelles de l'anarchisme russe se manifestent, par contre, avec une netteté croissante dans les revues et dans les documents suivants que j'étudierai succinctement :

1° Déclaration des Anarchistes syndicalistes (*Goloss-Trouda*, juin-juillet 1921) ;

2° L'*Universal*, organe de la Section Panrusse des Anarchistes-Universalistes, nos 1-2, 3-4, Moscou, février-mai 1921 ;

3° *Par le Socialisme, vers l'Anarchisme-Universalisme*, organe de l'Association Anarchiste-Universaliste (interindividualiste), nos 1, 2, 3, Moscou, avril-mai-juin 1921 ;

4° Déclaration de l'Union des Anarchistes russes rapatriés d'Amérique (révisée et complétée, Moscou, juillet 1921).

Outre ces documents, en quelque sorte officiels, il m'arrivera d'en citer d'autres de moindre valeur quand ils me paraîtront susceptibles de mettre en relief un état d'esprit, une façon de penser.



## « Pas de dictature, mais tout le pouvoir »

Toutes les discussions gravitent évidemment autour du problème de la dictature.

Après avoir constaté que la lutte pour l'émancipation des masses laborieuses, « conduit inévitablement à la destruction de l'Etat, à la liquidation du pouvoir », qu'il faut dans toute révolution développer, même contre le pouvoir la puissance créatrice des masses, — qu'il faut « une transition aussi normale que possible du pouvoir à l'anarchie » (oui, oui, mais comment ?) la Déclaration des Anarchistes Syndicalistes, pose en principe que :

« Les énergies productrices du pays — le prolétariat des villes et des campagnes — s'unissent non sur une base politique mais sur celle de la conscience de classe » (art. 8).

...et que les organisations de parti ou d'idées « n'interviennent aucunement dans la direction et l'administration de la vie économique et sociale » (art. 9).

Dès lors diverses objections se présentent à l'esprit. Que font-elles donc ces organisations ? Et si elles refusent de s'abstenir de la sorte les y contraindra-t-on ? Qui ? Comment ? Et enfin si les anarchistes-syndicalistes organisés renoncent à intervenir dans la direction et l'administration d'une société en voie de transformation révolutionnaire dans laquelle ils ne sont qu'une minorité, peuvent-ils espérer que cette société dont l'immense majorité des membres ignorent tout de l'idéal libertaire y arrivera sans leur concours ? Ce serait beaucoup d'optimisme.

Je passe la garantie à chacun du « maximum de liberté et de bien-être ». On devine à quoi ce maximum peut hélas ! se réduire quand dans un pays bloqué et affamé par une coalition capitaliste, où la révolution et la réaction engagent un duel à mort. Et j'arrive (art. 15-16) à l'éloge de la révolution d'octobre « véritable révolution sociale » dont est née la Russie des Soviets « le vier puissant pour l'émancipation du prolétariat de tous les pays ». Ce n'est qu'après ce préambule qu'il est parlé de « l'usurpation du pouvoir par un parti politique » et de « l'hypertrophie monstrueuse du socialisme d'Etat » qui en a été la conséquence. Cette façon de poser la question nous éloigne passablement de ces anarchistes — et non des moins connus — au dire desquels il n'y eut pas de révolution d'octobre : la vraie révolution, ce fut celle de mars ; il n'y eut en octobre qu'un coup d'Etat politique... Car il y a des libertaires russes qui sont de cet avis.

Mais je reprends pour le citer en entier l'article 18 qui a trait au problème de la dictature. Il est remarquable :

« Art. 18. — La Dictature du prolétariat, comme expression de la domination de la classe organisée, conduisant à la dictature d'un parti et transformant le système soviétiste lui-même en une machine bureaucratique, policière et primitive est inadmissible pour les anarchistes syndicalistes. Le mot d'ordre *dictature du prolétariat* détermine par soi-même le caractère destructif de la révolution. Il faut lui opposer le mot d'ordre créateur et édificateur des pleins pouvoirs de la classe ouvrière personnifiée par ses régiments d'avant-garde. »

Il n'est pas de communistes qui ne condamnent même les déformations et les déviations néfastes de la dictature. Mais ce qui est déconcertant ici c'est de voir opposer au principe de la

dictature exercée par un parti, celui des *pleins pouvoirs de la classe ouvrière représentée par son avant-garde révolutionnaire organisée* (la traduction défectueuse dit mieux encore : par ses régiments — ce qui implique bien une idée de stricte discipline).

Ne jouons pas sur les mots : *pleins pouvoirs*, — pouvoir de tout faire — veut dire *dictature* ; *avant-garde révolutionnaire organisée* (même syndicalement) équivaut à *Parti*.

D'ailleurs, lisons plus loin :

« Art. 19. — Les Anarchistes-Syndicalistes, durant la période critique de la révolution, considèrent comme admissible et quelquefois inévitable l'application des mesures de violence et de répression organisée contre les défenseurs actifs de l'ordre détruit. »

Parlons net. Cela veut dire la prison pour les défenseurs conscients ou inconscients — peu importe — de la bourgeoisie, la mort pour les plus redoutables d'entre eux, la terreur le cas échéant et l'organisation, la systématisation de toutes ces mesures par des commissions extraordinaires.

La partie positive de ce document n'est que louable. Les relations entre la ville et la campagne doivent être fraternelles. Assurément. La « défense armée du pays » est organisée par les comités d'usine. Bien que l'expérience faite en Hongrie rouge, d'une armée « syndicale », n'ait pas été heureuse, il est permis d'espérer que les Comités d'usine sauraient en d'autres circonstances former une armée rouge.

L'impression qui se dégage de tout ceci est bien nette. Les Anarchistes-Syndicalistes russes ne condamnent au fond que la dictature des autres révolutionnaires. Ils savent faire ressortir les erreurs de ces derniers — mais ne savent pas dans leur critique, s'abstenir d'exagérations fâcheuses — voir art. 23, une condamnation de « l'impérialisme socialiste » que ne désavouerait aucun pacifiste libéral. Ils constatent l'épuisement matériel et moral du pays : c'est-à-dire qu'ils ne partagent pas les illusions de certains anarchistes ukrainiens sur la troisième révolution imminente. Ils préconisent (art. 20) la participation à l'œuvre de reconstitution économique soviétiste. Quelles sont donc leurs idées directrices ? J'en aperçois deux.

« Les énergies productrices du pays s'unissent non sur une base politique, mais sur celle de la conscience de classe. » Mais ne faut-il pas qu'au sein des organisations fondées sur une conscience de classe développée à des degrés très différents, les révolutionnaires doués de la plus haute conscience de classe et unis par la communauté de l'idéal, se groupent — précisément pour orienter et diriger les événements, pour donner l'exemple des sacrifices nécessaires et aussi pour écraser les tendances nocives susceptibles de s'affirmer en période de troubles, au sein de tout mouvement ouvrier ? Ce groupement — fût-il anarchiste-syndicaliste, s'appellerait-il *Fédération* ou *Confédération* — ne sera-t-il pas, en fait politique, ne sera-t-il pas le *parti* qui, aux heures décisives, exercera la dictature ?

« Les mesures de violence révolutionnaire ne doivent en aucun cas être fixées en un système déterminé de coercition. » (Art. 19.)

Peut-être est-ce là le point le plus important. L'immense danger de la dictature, c'est qu'elle tend à s'implanter fermement, qu'elle crée des institutions permanentes, qu'elle ne veut ni abdiquer, ni mourir de mort naturelle. Il n'y a pas,

dans l'histoire, d'exemple d'une dictature qui se soit éteinte d'elle-même. Arme nécessaire de la révolution d'aujourd'hui, la dictature, lorsqu'elle aura remplacé les meilleurs révolutionnaires et corrompu les autres, ne deviendra-t-elle pas un obstacle redoutable au progrès communiste ? Le problème se pose devant toutes les consciences révolutionnaires. La Déclaration anarchiste-syndicaliste ne fait que l'esquisser et n'y apporte pas de solution. Les révolutions ont une certaine durée. Les convulsions de la Révolution française s'étendent de 1789 à 1799. On ne transforme pas un monde en quelques jours. Dans ces conditions, les mesures de répression doivent organiquement se fixer en système. Que la période de transition et de dictature soit à souhaiter aussi brève que possible, nul, je pense, n'en disconvient. Mais l'expérience ne permet pas de la concevoir de quelques jours ni même de quelques mois. Les étapes de l'histoire les plus rapides comptent par années.

Dans le même ordre d'idées, j'ai sous les yeux un projet : *Plate-forme de l'Anarchisme*, rédigé par un militant russe bien connu, qui n'appartient d'ailleurs à aucune organisation. L'auteur condamne, lui aussi, en termes sévères, l'Etat et la dictature du parti ; il préconise celle des travailleurs :

« Dans la période de transition entre la domination du capital et le triomphe du travail, au cours de la destruction révolutionnaire des organes de la violence bourgeoise et de l'édification de la libre société ouvrière, la dictature organisée des travailleurs est inévitable. »

Elle doit être exercée par la Confédération Générale du Travail et « toute tentative des partis et des soviets en vue de déformer la dictature du prolétariat doit être impitoyablement réprimée ».

On conçoit très bien le Comité Confédéral réprimant impitoyablement les mouvements les plus divers. Mais que ce soit là l'application d'une *plate-forme de l'anarchisme*, voilà ce que l'on conçoit moins.

L'auteur parle volontiers de la « République du Travail », qui n'est, en définitive, que la C. G. T., élevée à la puissance d'Etat et armée (par des libertaires !) d'un appareil de coercition. Officiellement, parce que apolitique (?) plus de garanties, d'intelligence et de dévouement révolutionnaire que le Parti Communiste ou les C. S. R., c'est-à-dire que les minorités ouvrières organisées pour la révolution, sur les bases d'une doctrine d'émancipation sociale ? Je suis, quant à moi, convaincu du contraire.

Dans le dernier alinéa de cette *Plate-forme de l'Anarchisme*, je note, conclusion inattendue, que l'auteur préconise l'adhésion, en quantité, d'organisations sympathisantes, des organisations syndicalistes — inspirées par des anarchistes — à la 3<sup>e</sup> Internationale.

Telle est, aujourd'hui, l'idéologie — bien confuse, on le voit — des anarchistes-syndicalistes russes. Elle n'en atteste pas moins une évolution remarquable de l'anarchisme vers des formules nouvelles que d'autres militants russes précisent beaucoup mieux.

### « Nous voulons une organisation forte »

Deux numéros de l'*Universal* — organe de la « Section pansrusse des Anarchistes-Universalistes » — ont paru en « Février-Mars » et « Avril-

Mai ». D'autres sont en préparation. Cette revue, grand format, a plus de 32 pages de texte compact sur deux colonnes. Aussi est-il permis d'y chercher une expression complète et détaillée de l'anarchisme-universalisme. Fondée à la fin de 1920, l'Association Anarchiste-Universaliste adopta tout d'abord, pour plate-forme, un manifeste rédigé par le camarade Gordine. On y trouvait la reconnaissance formelle du principe de la dictature du prolétariat, de la centralisation révolutionnaire et industrielle, la condamnation du fédéralisme traditionnel, etc. Mais, grossis par l'afflux d'éléments anarchistes d'une mentalité assez différente de celle des initiateurs du nouveau mouvement, l'organisation traversa bientôt une crise terminée par une scission orageuse. La minorité groupée autour de Gordine, qui avait lancé le vocable « universaliste », fut exclue par la majorité. Comme dans tous les vieux Partis, l'exclusion de la minorité par la majorité s'accompagna — de part et d'autres semble-t-il — d'injures, de diffamations et de violences. Les deux groupes échangent aujourd'hui en s'excommuniant, les aménités les plus suggestives. Mais, passons : ceci prouve simplement que ces anarchistes ne sont pas, eux non plus, à la hauteur de leurs idées, et dans la pratique de l'organisation, de la polémique, de la fraternité, de la tolérance révolutionnaire, n'innovent rien.

Les meilleurs articles de l'*Universal* sont signés du camarade Askarov. Dans le numéro 1-3, ce camarade porte sur le passé récent de l'anarchisme russe un jugement à la fois sévère et motivé : « Ce n'est mystère pour personne, dit-il notamment, que, depuis la Révolution d'octobre, pendant trois ans, les anarchistes ont manifesté, dans l'œuvre d'édification sociale, le désarroi le plus complet. » « Ils ont été inertes. » Et, « quand se forma le nouvel état, ils se trouvèrent rejetés en dehors de la vie. »

Askarov considère l'état socialiste comme un fait. Mais, en présence de ce fait, il souligne la résolution des universalistes de participer à l'œuvre d'édification de la société nouvelle « qui nous ouvre des possibilités telles que nous n'en eûmes jamais en régime capitaliste ».

Sur la question d'organisation les universalistes sont très nets. Ils « rejettent les vieux principes d'organisation anarchiste » — et c'est heureux ! « Anarchistes-Universalistes, nous considérons comme nécessaire la création d'une organisation unique, cohérente, liée par une ferme auto-discipline et qui se place sur une plate-forme révolutionnaire définie. » (N° 1 p. 10.)

Ne croit-on pas entendre un communiste développer les idées si souvent défendues par Zinoviev sur l'organisation internationale. « Une organisation d'un seul bloc avec une discipline de fer... » Ici l'expression est accentuée, catégorique ; là elle est encore équivoque. Le sens est le même. Ainsi, en matière d'organisation, la révolution amène communistes et anarchistes à des conclusions semblables. Dans le même numéro de l'*Universal*, un autre camarade oppose « l'action organisée des masses à l'individualisme des petits groupements traditionnels ». Et c'est encore parler en communiste.

La première Conférence Anarchiste-Universaliste, d'après le sommaire compte-rendu que nous en donne le numéro 2-3 de l'*Universal*, signifie le « passage du blanquisme anarchiste à la lutte des classes ». Elle affirme la nécessité de la participation des universalistes aux Soviets, où ils ont

d'ailleurs plusieurs députés (Askarov, Barmach, Burkovsky) et admet la défense de la révolution par la force des armes. Je rappelle à ce sujet que, dès leurs premiers pas, les Anarchistes-Universalistes avaient salué avec joie les victoires de l'armée rouge...

« Tenant compte de l'importance révolutionnaire de l'Internationale Communiste par rapport aux différents pays, les Anarchistes-Universalistes déclarent ne vouloir manifester à son égard aucune hostilité. »

Pour la défense de la Révolution d'octobre ils se proclament disposés à former un bloc avec les Partis qui la continuent.

Dans la situation présente en regard à la nouvelle politique économique (liberté du petit commerce et de l'industrie moyennic), les Anarchistes-Universalistes (Askarov, *Universal*, numéro 3-4) préconisent « la préparation des syndicats à la prise de possession de l'industrie l'organisation syndicale des travailleurs de la terre, la réorganisation économique par la coopération ouvrière et paysanne libre », toutes choses excellentes qui ne sont d'ailleurs aucunement en désaccord avec le programme et la pratique communiste.

En résumé, les Anarchistes-Universalistes défendent la Révolution d'octobre, condamnent les erreurs passées du mouvement anarchiste russe, préconisent pour les libertaires une nouvelle méthode de forte organisation, préconisent la participation aux Soviets, reconnaissent ce que la Révolution doit à l'armée rouge, ne veulent témoigner aucune hostilité envers l'Internationale Communiste, cherchent des méthodes pratiques, immédiates, pacifiques de travail au sein de l'état socialiste.

Ce sont là, indéniablement, les indices d'une tendance à la révision des valeurs anarchistes consacrées. Quant à présent, les universalistes s'en tiennent surtout à la pratique : mais les conséquences de leurs initiatives seraient, si elles se développaient, d'une portée singulière dans le domaine de la théorie même.

L'opportunité de leur initiative semble attestée par leur succès relatif. En dépit de conditions d'existence extrêmement difficiles, ils ont des groupes à Briansk, dans l'Oural, à Riazan, à Minsk, à Samara. A Moscou, ils possèdent une salle de Conférences, une Librairie, un Club, un Restaurant au centre de la ville et deux Clubs dans les faubourgs (à Krassnaya-Pressnia et aux Sôkolniki)

### « Vers l'Anarchisme par le Socialisme »

Tout ce qui n'est encore qu'à l'état d'ébauche chez les anarchistes-universalistes « majoritaires » — pour me servir d'une expression commode — tout ce qui est chez eux confus, équivoque, indécis, se retrouve, mais pleinement achevé, sous la forme d'une idéologie nette, originale et claire, chez leurs frères « dissidents », Gordine et ses amis. Aussi les quelques numéros parus de la compacte petite revue éditée par ces derniers : *Par le Socialisme, vers l'Anarchisme-Universaliste*, sont-ils réellement intéressants. Pour se distinguer des autres universalistes, les amis de Gordine, dont la langue n'est d'ailleurs que trop fertile en néologismes, ont imaginé un terme nouveau et s'appellent encore « interindividualistes ». Ce n'est pas

Les deux frères Gordine ont joué, dans le mouvement anarchiste russe de ces dernières années, le rôle le plus marquant. Orateurs et propagan-

distes inlassables, écrivains abondants, journalistes, pamphlétaires, initiateurs d'entreprises multiples, combattants des barricades de juillet et d'octobre 1917, ils ont, grâce à leur imagination toujours en travail, assez largement contribué à créer et entretenir à la fois la vie et le gâchis de ce mouvement. En 1917, ils fondaient l'*Association des Cinq Opprimés* (« le Proletariat, la Nationalité, la Féminité, l'Individualité ») et dirigeaient le quotidien anarchiste de Pétrograd, le *Boursevernik*, qu'ils avaient d'ailleurs violemment arraché à une autre tendance ; puis ils imaginaient le *Pan-Anarchisme*, qui devait multiplier les « socio-technicum » ou centre d'études et de pratique industrielle. Une fantaisie délirante, une perpétuelle rêverie s'élevant aux sommets du lyrisme, de très saines idées pratiques, beaucoup d'énergie, de violence et de véhémence, le tout exprimé dans un langage émaillé de barbares néologismes d'apparence scientifique, voilà ce qu'on trouve dans la littérature d'autrefois de ces frères Gordine, qui, en 1917 et 1918, ne cessent pas de jeter l'anathème à Lénine. Depuis, l'un possédait par l'idée fixe d'une langue universelle dont il est l'inventeur et qui s'écrit en chiffres, la langue Ao, est devenu — comme il le proclame lui-même à Moscou par les écritaux de sa vitrine de la *Tverskaya* — l'« Homme Beobi » et adresse à la 3<sup>e</sup> Internationale des messages lyriques en textes chiffrés. L'autre, dominant son imagination, ne se laissant pas aggrir par les avatars de sa vie personnelle, est progressivement arrivé à se forger la doctrine originale, indubitablement viable et saine que je vais sommairement examiner.

« A l'anarchisme, destructif chez Bakounine et mutualiste chez Kropotkine, il faut que succède un nouvel anarchisme sain et réel. » (*Par le Socialisme*, n° 2, p. 41-42.) Telle fut la conclusion de Gordine, « lorsque les illusions d'un vaste mouvement anarchiste se perdirent dans la désorganisation et dans le chaos » — lorsqu'ils comprirent que *détruire ce n'est pas créer*, se souvenant qu'aux heures les plus graves de la Révolution d'octobre les militants anarchistes « n'avaient su prévoir que le pillage et le partage des stocks existants » (p. 44), ils érigent en principe « qu'il faut créer et non détruire désormais ». « C'est l'esprit créateur qui est aussi l'esprit destructeur » ; mais l'inverse, la vieille formule de Bakounine, est fautive. Et Gordine se demande (*Par le Socialisme*, n° 2, mai 1921) si les conditions préalables permettant la formation d'une société libertaire en Russie sont actuellement réalisées ? Non. A l'apogée même du mouvement, « alors que, dans certains milieux, on ne songeait pas à nous réprimer, alors qu'on redoutait plutôt nos répressions, nous n'avions pas de mouvement véritable parce que nous n'avions pas de conscience suffisante ». Dans leur critique du socialisme, les anarchistes devaient « ou se livrer à une démagogie sans vergogne ou se borner à une critique abstraite intelligible aux masses ». C'est que la transformation révolutionnaire des sociétés impose dans ses phases actuelles la transition *par le socialisme*. Fédéralisme, c'est-à-dire morcellement du pouvoir, retour au localisme des Communes du moyen âge, très idéalisé par Kropotkine, dogme de la décentralisation incompatible avec les nécessités techniques de l'industrie moderne, dogme apolitique, Gordine et ses amis abandonnent tout ce bagage de vieilles idées, à leurs yeux périmées. Ils disent nettement admettre la dictature des opprimés d'hier sur les oppresseurs d'hier, la centralisation indispensable de l'industrie et de la défense révolutionnaire, l'organisation correspondante à ces fins

nouvelles. Ils ne redoutent pas la puissance naissante de l'Etat socialiste dont la plupart des libertaires se refusent à comprendre la mission historique inéluctable ; mais la jugeant avec plus de lucidité que certains de ses fondateurs mêmes, ils souhaitent la prompte apogée de l'Etat. Telle doit être l'étape suivante de la révolution (ou de l'évolution). L'Etat issu de la guerre de classes et de la dictature, concentrera en lui toutes les forces d'oppression sociale contre l'individu. Il incarnera réellement la société, assumant ainsi devant l'individu la responsabilité de tout le mal que peut faire l'être collectif. Ainsi, dans la dialectique de l'histoire, « l'Etat creusera sa propre fosse ; et nous n'avons qu'à lui souhaiter la victoire ». (Gordine, juin 1921.) Et c'est l'individualité de l'homme libre qui recueillera la succession de l'Etat mort de male et normale mort.

Gordine prévoit, espère la victoire de la 3<sup>e</sup> Internationale, dont le but est de créer une Fédération de Républiques soviétistes. Cette étape là est aussi nécessaire.

A vrai dire, je ne vois, dans ces idées, aucune contradiction véritable avec le communisme. Ces anarchistes sont arrivés à conclure en communistes. Et c'est même ce que d'aucuns leur reprochent le plus amèrement. Mais en quoi, demandera-t-on peut-être, se distinguent-ils donc en tant qu'anarchistes ? Par leur philosophie de la personnalité. Ce qui fait trop souvent défaut dans l'idéologie communiste, c'est bien une philosophie de l'individu pour l'individu.

Dans le n° 3 de sa revue, Gordine expose comment et pourquoi il approuve la nouvelle politique économique du Gouvernement des Soviets. L'idéalisme révolutionnaire, d'abord absolu, se croit tout-puissant. Il ose. Il veut oser. Il croit tenir la victoire. Mais la bataille l'oblige à devenir réaliste en créant des armées. La lutte économique, autrement difficile, lui arrache bientôt d'autres concessions. « S'imaginait-on que le socialisme pouvait vaincre d'un seul coup ? »

Le plus souvent, ce que Gordine écrit — quand ce n'est pas en vers ! — est bien pensé et assez bien dit. J'ai résumé très sommairement, un peu grossièrement. Gordine est le créateur d'une idéologie libertaire contraire en bien des points à toutes les traditions du mouvement libertaire. Il est curieux de noter qu'elle s'accorde parfaitement avec le communisme, bien qu'elle soit l'œuvre d'un adversaire du communisme qui le combattit àprement dès la première heure.

### « Ne craignons pas de prendre le pouvoir »

A la fin de l'année 1920, le gouvernement des Etats-Unis prenait la décision d'expulser et de déporter en masse les ouvriers révolutionnaires russes dont l'enthousiasme soviétiste devenait par trop turbulent. En une nuit, leur organisation la plus militante fut décimée par la police. 4 à 5.000 arrestations, opérées simultanément, brisèrent l'Union des Ouvriers Russes d'Amérique, Fédération de groupements à tendance nettement libertaire, qui comptaient 7 à 10.000 membres. Après en avoir emprisonné un certain nombre, après en avoir tué quelques-uns — à force de brutalités — on embarqua plus de deux cents militants considérés comme les chefs du bolchevisme étranger d'Amérique, pour la Russie. La plupart étaient pourtant anarchistes. Parmi eux se trouvaient notamment les membres du Comité de l'Union des Ouvriers Russes d'Amérique, dont l'ancien secrétaire appartient aujourd'hui au

Parti Communiste russe. A prendre contact avec les dures réalités de la Révolution, nombre de ces camarades se trouveront fort désorientés. Quelques-uns d'entre eux, après de nombreuses expériences intellectuelles, sont néanmoins arrivés à conclure. Ils ont, avec le camarade Perkus, jeune théoricien, initiateur en Amérique du mouvement des Soviets d'émigrants, fondé l'*Union des Ouvriers Anarchistes Russes rapatriés d'Amérique*, dont la plateforme a déjà été publiée à l'étranger.

Ils acceptent sans réticence le principe de la dictature révolutionnaire. Ils pensent même que les anarchistes devraient, le cas échéant, l'exercer. On lit, en effet, dans leur *Plateforme* :

« En ce qui concerne l'attitude des anarchistes d'Europe et d'Amérique avant la Révolution, et lorsque celle-ci se produira, nous estimons qu'ils ne doivent pas redouter la prise du pouvoir, la dictature et l'usage, outre les méthodes de persuasion, de la contrainte ; ceci pendant la période de transition révolutionnaire de l'esclavage à la liberté, s'ils ne veulent pas demeurer en dehors du mouvement, en trainards, et s'ils veulent au contraire l'orienter. »

Les lignes suivantes précisent que les formes de la dictature révolutionnaire varieront évidemment avec le degré d'évolution intellectuelle et économique des différents pays la valeur numérique et surtout qualitative des masses organisées.

Si les anarchistes, ne le comprenant pas, manquent à leur tâche,

« Il leur faudra, nécessairement, que d'autres groupements politiques, traduisant peut-être moins les aspirations des masses accomplissent ce labéur, comme il est arrivé en Russie. »

Le principe de la dictature doit être accepté parce que « la violence organisée est beaucoup plus rationnelle que la violence chaotique et arbitraire » ; parce qu'il n'y a pas, dans les révolutions sociales, qui sont surtout l'œuvre « des minorités révolutionnaires unies, convaincues, conscientes, énergiques et avancées », d'autre recours suprême que la violence.

« Précurseurs d'une société supérieure, les libertaires doivent adopter, à l'époque des grandes luttes révolutionnaires de l'humanité, une attitude réaliste et positive. »

La réalisation de l'idéal libertaire étant conditionnée par deux facteurs : le développement intellectuel et moral des masses et le développement technique de l'industrie,

« il importe de substituer à la petite industrie privée une vaste économie basée sur le travail collectif et de rééduquer le travailleur. »

En d'autres termes : l'anarchie, disent ces anarchistes, ne sera pas le fruit de la violence chaotique ; elle se fondera, après les révolutions — victorieuses par la violence organisée — sur le développement économique et sur la culture intellectuelle et morale.

« A cette heure critique de l'histoire nous ne devons pas avoir une attitude hostile — mais uniquement une attitude critique — envers les artisans extrêmes du collectivisme, communistes-bolcheviks. »

Je n'admets pas, quant à moi, en dépit de quelques exagérations déplorables, que le communisme veuille l'absorption de l'individu par

l'être collectif ; je ne suis au contraire communiste — de philosophie et d'éthique libertaire — que parce que je ne vois pas de possibilité de libération future de l'individu, en dehors d'un communisme d'ailleurs appelé à évoluer beaucoup (quand il aura vaincu). Prétendre que l'idéologie communiste ne fait pas de place à l'individu me semble donc inexact, encore qu'il y ait sans doute des communistes qui le comprennent bien ainsi.

De fait, les « anarchistes russes rapatriés d'Amérique » se sentent si proches des communistes qu'ils éprouvent le besoin d'exposer, à la fin de leur manifeste, pourquoi ils n'adhèrent pas au Parti.

C'est « pour ne pas perdre notre personnalité ; et parce que le marxisme n'admet que les forces économiques matérielles, tandis que notre pensée se fonde en outre sur la conscience de la personnalité, sur l'individualisme. »

Je comprends que dans la forte organisation actuelle du Parti Communiste russe, Parti du pouvoir, Parti de mobilisés, que l'on peut comparer avec justesse à une vaste armée de volontaires au service de la Révolution, dirigée par des marxistes intransigeants, ces camarades craignent de ne pouvoir s'affirmer eux-mêmes autant qu'ils le souhaiteraient. Je ferai seulement remarquer ici que la question se pose plutôt ainsi : Est-il préférable, pour le salut de la Révolution, que les personnalités des militants puissent s'affirmer — au détriment de la cohésion, de l'ensemble, de l'unité d'action du mouvement — ou que le sacrifice en soit fait, assez largement, à l'organisation ? A cette question l'histoire a répondu (contrairement à nos aspirations de naguère) en nécessitant la formation d'une puissante organisation de Parti. D'autre part, les camarades américains nous présentent un marxisme par trop étriqué. G. Sorel, B. Groce, K. Liebknecht, qui me paraissent avoir mieux approfondi le marxisme, le conçoivent tout autrement. Je pourrais aussi citer ici tel discours de Trotsky, prononcé au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste où il est beaucoup question de la valeur des personnalités et de l'importance de la *volonté de vaincre*. Peut-être y a-t-il pourtant des marxistes dont l'intelligente doctrine est bien telle que nous la révèlent les libertaires russes d'Amérique. Mais, Dieu merci, ce ne sont pas ces marxistes-là qui font et feront le communisme !

Devenus communistes de fait, des anarchistes peuvent assurément trouver plus commode de réserver leur autonomie en demeurant en dehors du Parti. Je ne le discute pas. Je constate uniquement la faiblesse des reproches par eux adressés, en la circonstance, à leurs frères marxistes.

La plate-forme des anarchistes russes rapatriés d'Amérique est signée de sept militants : Perkus, Oradovsky, Derkatch, Lessiga, Feinland, Boukhanov, Ryjoukov.

## CONCLUSIONS

Ainsi des anarchistes russes, après quatre années d'expériences révolutionnaires, disent :

— « Pas la dictature, mais tout le pouvoir !... »  
 — « Nous voulons une organisation forte... »  
 — « La route vers l'anarchie passe par le socialisme... »

— « Ne craignons pas de prendre le pouvoir... »  
 Et le plus remarquable c'est que s'expriment ainsi des hommes appartenant à des groupes dif-

férents, divisés entre eux par des questions de principes, souvent ennemis. Coïncidence ? Il n'y a en sociologie ni coïncidence, ni hasards. La vie des idées a sa logique. Le *Libertaire* de Paris, le *Réveil* de Genève, etc., peuvent s'en tenir aux anciennes formules. Les anarchistes russes sentent tous plus ou moins nettement qu'ils doivent trouver autre chose. Par les citations réunies dans ces articles on a vu que leur pensée actuelle, lorsqu'elle sera mieux connue à l'étranger surprendra fortement ceux-là mêmes qui croient être avec eux en étroite communion d'idées.

Les tendances que j'ai étudiées, quelque différentes qu'elles soient, ont divers caractères communs :

1<sup>o</sup> Elles s'accordent à constater l'incapacité organisatrice et créatrice des anarchistes russes, leur insuffisance pratique, en 1917-18, c'est-à-dire à un moment historique décisif ;

2<sup>o</sup> Elles entreprennent délibérément une véritable révision de l'anarchisme. Pour en apprécier l'importance que l'on veuille bien se rapporter aux discussions du Congrès International Anarchiste d'Amsterdam sur l'organisation et sur le syndicalisme. Presque rien ne subsiste chez les Russes que j'ai cités des dogmes d'alors ;

3<sup>o</sup> Elles reconnaissent la nécessité d'une organisation sérieuse ;

4<sup>o</sup> Elles admettent en fait le principe de la dictature révolutionnaire.

Ce sont des points de départ d'une évolution.

Mais celle-ci s'annonce malaisée. Trop de vieilles choses — je veux dire de choses du vieux monde — entravent les libertaires russes qui veulent aller de l'avant avec la vie. Dans les publications que j'ai citées, des colonnes entières sont évouées à des extravagances tantôt lyriques, tantôt métaphysiques, prose et vers, hélas ! Universalisme, interindividualisme, biochimisme (il y a un « biochimisme » !), que d'ismes superflus ! D'autres colonnes sont consacrées à l'encensement mutuel des membres de la même chapelle et des troisièmes, enfin au dénigrement impitoyable des excommuniés appartenant à la chapelle voisine. Vieilles, vieilles mœurs aussi peu libertaires que possible. On aimerait pourtant voir les anarchistes, libres penseurs par excellence, sembler-t-il, pratiquer dans leurs petits groupes quelque tolérance, admettre la bonne foi du contradictoire, ne pas suppléer aux arguments par des excommunications majeures. Ceci concerne surtout, il est vrai, la presse des deux groupes universalistes, très occupés à s'accabler l'un l'autre d'invectives sans mesure.

L'esprit sectaire qui se trahit ainsi chez les anarchistes russes les plus « avancés » — si j'ose dire — ne peut qu'entraver l'évolution de noyaux déjà très faibles et très isolés.

Réussiront-ils à créer dans un avenir rapproché un mouvement de quelque importance ? Je ne le pense pas. Il est trop tard. Les événements se déroulent en Russie sans les anarchistes, totalement en dehors d'une influence qu'ils n'ont su ni exercer ni garder. Ils ne pourront songer à la reconquérir que lorsque leur transformation intérieure se sera achevée. Or, les impulsifs, les aigris, les frustes révoltés qui veulent l'« anarchie tout de suite ! » et sont pour cette cause tout aussi disposés à souffrir le martyre qu'à échanger des coups de poing ou de fusil, formant une majorité anarchiste incohérente, éparse, à laquelle il est d'autant plus difficile de tenir tête que, dominée par les sentiments et des instincts, elle est presque rebelle à l'éducation. Je ne crois pas que les meilleurs éléments du mou-

vennent réussissent de siôt à remonter le courant.

Quand on voit le désastre de l'anarchisme russe pendant la révolution, la naissance de ces tendances nouvelles n'en apparaît pas moins comme un fait réjouissant. Il y aura quand même tôt ou tard — du moins j'en ai le ferme espoir — un nouvel anarchisme, rénové, dégagé au contact de l'expérience de la révolution de son utopisme élémentaire, pourvu d'un programme pratique et concret, qui formera des organisations capables d'assumer des responsabilités et de poursuivre une action réfléchie. Cet anarchisme-là sera sans doute très voisin du communisme

marxiste, son allié en tout cas, avant et pendant la révolution, son adversaire fraternel à d'autres moments. Sachant que l'esprit libertaire doit être au lendemain de la révolution une grande force sociale, bienfaisante, il comprendra que les anarchistes ne doivent pas être pendant la guerre civile des éléments uniquement désorganisateur, uniquement frondeurs, revendiquant l'absolu, mais doivent au contraire assumer, fût-ce au prix de quelques concessions à la réalité, la tâche d'éducation et d'organisation des masses qui leur incombe dans le vaste mouvement communiste.

Moscou, 4 septembre 1921.

Victor SERGE.

# Chronique Internationale

## ANGLETERRE

La presse capitaliste de la Grande-Bretagne pouvait encore récemment soutenir que la situation économique du pays était en voie d'amélioration. Le nombre des chômeurs avait, disait-on, diminué au cours de la dernière semaine de septembre, et les exportations de plusieurs branches d'industrie et, notamment, des machines avaient augmenté.

Or, M. Lloyd George vient de pousser un cri d'alarme : l'Angleterre est en danger.

Georges Lansbury, jeté, il y a quelques semaines en prison pour avoir refusé de faire entrer des contributions frappant les pauvres, a déjà fait connaître dans le *Daily Herald*, que la prétendue diminution du chômage n'était due qu'au fait que de nombreux chômeurs ont renoncé à se faire enregistrer : ce n'est pas qu'ils aient trouvé du travail. Au contraire, à Londres, la situation s'aggrave d'un jour à l'autre. L'augmentation prétendue des exportations se réduit à quelques commandes en Extrême-Orient. Le continent européen, marché principal de l'industrie anglaise, continue à lui rester fermé.

En attendant, le maire et les conseillers municipaux du district londonien de Poplar ont mis Lloyd George devant un problème des plus épineux.

Dans la plupart des centres industriels d'Angleterre, ce sont les communes qui doivent supporter les dépenses occasionnées par l'application des lois sociales (assistance des chômeurs, etc.) tandis que les frais d'entretien de toutes les grandes institutions publiques (canalisation des égouts, aqueducs, chemins et chaussées, voies ferrées vicinales), doivent être supportées par les arrondissements englobant plusieurs communes.

Il en résulte qu'en cas de chômage quelque peu étendu, les charges de l'assistance des chômeurs tombent presque exclusivement sur les communes pauvres où demeurent la plupart des sans-travail, tandis que les districts habités par les aisés sont absolument exemptés de ces taxes spéciales. D'où la tragique situation des quartiers prolétariens de Londres. Plusieurs communes pauvres, entre autres celles de Poplar et de Stepney,

sont presque devenues insolvables par suite des charges que leur impose l'assistance aux chômeurs et parce qu'elles ne touchent aucune subvention de l'Etat ni des communes riches. Aussi les conseillers municipaux de Poplar ont-ils refusé de faire entrer les taxes légales destinées à l'entretien des institutions publiques, tant que le gouvernement n'allégera pas la misère des communes pauvres en prenant sur lui l'assistance des chômeurs.

Le gouvernement répondit par l'offre d'employer un certain nombre de chômeurs dans les fameuses Work-Houses — maisons de travail — qui ne se distinguent guère des maisons de force. Les chômeurs seraient privés de tous leurs droits sociaux, ils y vivraient séparés de leurs familles et ne toucheraient aucun salaire pour leur travail. Les échevins de Poplar ont décliné cette offre, préférant se laisser emprisonner afin d'attirer l'attention du gouvernement sur la question du chômage. Car pendant que le cabinet Lloyd George imagine de combattre le chômage par l'expédient ridicule des Work-Houses, la situation dans le pays devient tous les jours plus difficile.

Pendant les dernières années, la classe dirigeante anglaise s'est consolée de la régression de son commerce et de ses industries en se flattant de sa bonne situation financière. Le dépérissement de l'économie nationale ne pouvait cependant pas ne pas réagir sur les finances de l'Etat. Le premier semestre de 1921 s'est clos, au point de vue budgétaire, par des recettes inférieures de 60 millions de livres sterling aux prévisions officielles.

L'évolution récemment commencée en Allemagne, se fait maintenant sentir en Angleterre, mais avec cette différence que la crise est en Allemagne le résultat d'une sous-production et de l'affaiblissement de la puissance d'achat des populations, tandis qu'elle est causée en Angleterre par l'impossibilité d'exporter les marchandises produites. L'effort des classes dirigeantes des deux pays pour se décharger des fardeaux de la crise sur la classe ouvrière, revêt en Angleterre des formes variées.

D'abord, ce sont les journaux capitalistes qui soutiennent depuis quelques mois, sous le mot d'ordre : « A bas la dilapidation des fonds pu-

blics ! » une campagne vigoureuse pour la diminution des dépenses de l'Etat, mesure dont on attend une amélioration de la situation au profit du capitalisme. Mais il est évident que la classe capitaliste ne peut faire des économies qu'au détriment des dépenses budgétaires en faveur de la classe ouvrière. Elle ne peut pas, sans porter préjudice à sa situation internationale, diminuer les dépenses de la flotte ni les frais des expéditions et des occupations militaires en Orient. On essaie donc de diminuer systématiquement les dépenses inscrites au budget pour satisfaire aux promesses faites aux ouvriers pendant la guerre. Le gouvernement ayant abandonné le projet de subventionner la construction d'habitations ouvrières, la question des logements devient de plus en plus critique. L'abolition des bureaux de placement publics est projetée. Le projet de M. Fischer, sur l'éducation rationnelle de toutes les classes, est tombé. Le même gouvernement anglais, qui a repoussé la proposition de lord Robert Cecil, membre du parti libéral, de soumettre à l'examen de la Ligue des Nations un projet de désarmement général, diminue à présent les traitements des médecins des caisses de maladie, quoiqu'ils aient toujours été piètrement rétribués. Et les journaux de protester avec véhémence « contre les dilapidations » pour exiger une diminution des pensions aux invalides. Il n'est pas, à leur avis, « économique » de retarder la disparition des malades et des vieillards de la classe ouvrière. Au lieu d'être le pays où, « après la guerre, les héros pourront mener une vie digne d'eux », l'Angleterre est devenue celui « dans lequel les pauvres peuvent également mourir de faim ». Le traitement proposé aux chômeurs, que nous avons indiqué plus haut, caractérise bien la mentalité de la classe dirigeante britannique. Le ministre millionnaire des travaux publics, sir Alfred Mond, dont la firme Brunner, Mond et Cie a gagné des millions pendant la guerre, est d'avis que la seule possibilité de combattre efficacement le chômage, c'est d'ouvrir des crédits d'Etat aux banques, afin de ranimer le commerce.

Tandis que l'on tente de rétablir les finances capitalistes au moyen de pareilles « économies », les attaques indirectes contre la classe ouvrière se suivent. Le pilier du gouvernement anglais, la puissante « Association des Industries britanniques », a réussi, on ne l'a pas oublié, à vaincre, il y a quelques semaines, les mineurs.

Les mineurs anglais sont actuellement dans une situation lamentable. Rares sont ceux d'entre eux qui ont pu travailler leurs huit heures pleines depuis la fin de la grande grève. Les compagnies arrêtent le travail faute, publient-elles, de débouchés pour leurs charbons — quoique l'industrie russe en ait un si grand besoin — les salaires des travailleurs subissent diminution sur diminution. La subvention des 10 millions de livres sterling que le gouvernement avait accordée pour compenser les salaires perdus sera épuisée à la fin de ce mois. *Jamais, dans le cours de l'histoire d'Angleterre, la situation de l'industrie houillère et celle des mineurs n'a été aussi désespérée.*

L'« Association des Industries britanniques » s'en prend maintenant aux cheminots et aux métallurgistes.

En réponse aux tentatives des compagnies de chemins de fer pour abaisser les salaires, les cheminots d'Irlande se sont déjà mis en grève ; la grève est inévitable et prochaine en Ecosse. Les patrons de l'industrie mécanique menacent les mé-

tallurgistes de supprimer leur supplément de vie chère de 12,5 %. Ils formulent, en outre, une série de revendications dont la réalisation équivaldrait à une réduction générale des heures du travail ou au chômage complet de plus d'un million d'ouvriers.

Or, il y a actuellement en Angleterre un million et demi de chômeurs enregistrés, sans parler du nombre infiniment plus élevé des ouvriers qui ne travaillent qu'une journée incomplète.

Les capitalistes anglais s'apprentent aussi à réduire le salaire des ouvriers non qualifiés. Pour régler les salaires dans quelques branches d'industries occupant de préférence des ouvriers non qualifiés, on avait établi, pendant la guerre, des cours d'arbitrage, maintenant supprimés, afin de livrer ces travailleurs les plus faibles à l'exploitation sans vergogne du patronat. La suppression de ces cours d'arbitrage a eu, dans les campagnes, une répercussion désastreuse. Dès le lendemain, paysans et propriétaires fonciers annonçaient de graves diminutions de salaires. En quelques endroits, on a osé proposer aux ouvriers de réduire leurs salaires de 45 à 39 shillings, ce qui aurait abaissé le salaire réel de l'ouvrier agricole très au-dessous de son niveau de 1914.

Nous assistons donc, dans toutes les branches de l'industrie anglaise, à la même évolution. En haut, la décadence et la fourberie, et en bas l'appauvrissement continu.

Philips PRICE.

## ALLEMAGNE

La police de sûreté d'Allemagne, l'Orgesch, est envieuse des prouesses des Fascistes en Italie, des Sokols en Tchéco-Slovaquie, des Haffies en Grèce, des Pinkerton en Amérique, des Bojowka Polska en Haute-Silésie, et de toutes ces bandes nationales, sévissant sous un nom quelconque. Depuis plus d'une année, Escherich et ses complices ont travaillé systématiquement à une organisation militaire clandestine. Après avoir trouvé dans la Bavière de Kahr une base d'opérations par excellence et après s'être moqués à plusieurs reprises du gouvernement du Reich, les héros de l'Orgesch sont avides d'accomplir de plus hautes actions. La politique du gouvernement de Wirth, qui cherche à créer une entente entre les capitalistes de tous les pays en faveur de la conservation du régime capitaliste et d'une oppression plus systématique encore du prolétariat, paraît à ces chauvinistes être un crime de haute trahison. Ces bouchers que sont Hindenburg, Ludendorff, Lettow-Vorbeck, Hoffmann et consorts, sont en train d'organiser une campagne systématique contre la « République démocrate ». L'anniversaire de la bataille de Tannenberg et de Sedan, ces gloires d'Allemagne, devait faire monter la vague nationaliste et, en joueur habile, le Parti national-allemand croyait pouvoir hâter les événements par des convocations de grandes assemblées portant comme devise : Retour à la monarchie ! Mais le prolétariat de 1921 ne ressemble plus à celui de 1914. Lettow-Vorbeck, un des capitaines, était forcé de prendre la fuite par le premier train venu. Cet événement devait être le signal pour des manifestations similaires du prolétariat contre les manifestants, les « noirs-blancs-rouges ».

Les communications de presse et des rapports particuliers nous renseignent sur une participation active de la part de la jeunesse communiste

d'Allemagne à ces contre-manifestations. La meute de la presse bourgeoise ne sait pas assez condamner l'action de ces « jeunes imberbes ultraradicaires » qui attaquent, à la tête des ouvriers manifestants, les « iors-blancs-rouges ».

Au cours d'une contre-manifestation à Lübeck eut lieu une collision pendant laquelle les jeunes réussirent à arracher les haillons monarchistes des mains de la jeunesse nationale allemande ; dans cette rencontre, un des nôtres fut grièvement blessé par un coup de couteau à la figure.

A Rostock, il y eut un conflit à l'occasion d'une manifestation de pavillons (fête particulière en Allemagne pendant laquelle on hisse partout les drapeaux) que la jeunesse communiste réussit à dissoudre.

Au cours des dernières semaines, plusieurs manifestations nationales-allemandes eurent lieu à Hambourg, contre lesquelles toute la jeunesse prolétarienne, aussi bien communiste que socialiste de droite, protestait. L'intervention de la Sipo (police de sûreté) n'amenait pas l'arrestation des contre-révolutionnaires, mais celle des jeunes prolétaires, qui furent par-dessus le marché maltraités.

De même à Speyer (Palatinat), les jeunes communistes ont joué un rôle prépondérant dans les manifestations ouvrières. Ils étaient les premiers à enlever des maisons des bourgeois et des édifices publics les bustes du « kaiser » et les images des « seigneurs augustes ».

Au cours des troubles sanglants de Wulferstadt, le jeune camarade Albert Obertür, de Hammersleben, fut tué de deux coups de fusil dans la tête.

La jeunesse communiste de Grand-Berlin déploie une grande activité, se met à la tête de toutes les manifestations que les partis ouvriers organisent. Le district du Nord de la jeunesse communiste de Grand-Berlin a réussi à dissoudre récemment une « fête commémorative de Tannenbergl » à Oranienburg.

A l'occasion de la manifestation monstre que les ouvriers avaient organisée à Potsdam et à laquelle participaient des milliers de jeunes communistes et socialistes, on essayait d'arracher des mains des jeunes camarades les drapeaux rouges. Des troubles s'ensuivaient, au cours desquels deux camarades ouvriers adultes devaient payer, de leur vie leur participation.

A Alt-Stralau devait avoir lieu, le 2 septembre 1921, un soi-disant « anniversaire », organisé par la jeunesse nationale allemande. Les jeunes communistes, suspectant une fête commémorative de la bataille de Sedan, voulaient empêcher, par tous les moyens possibles, cet « anniversaire » et décidèrent de dissoudre cette réunion. Les jeunes ne s'étaient point trompés, et des bandes armées de la jeunesse nationale allemande s'opposaient à eux. Malgré tout, ils réussirent à chasser ces bandes et à prendre d'assaut le lieu de réunion, où ils trouvèrent de nombreuses armes.

Le jour suivant, le prolétariat, y compris la jeunesse communiste, chassait les partisans de l'Orgesch à Pankow. Des autres organisations prolétariennes des jeunes, il ne faut mentionner que les jeunes communistes ouvrières et la jeunesse prolétarienne socialiste, qui participaient à presque toutes les contre-manifestations. Par contre, « l'Association de la Jeunesse ouvrière de

Grand-Berlin » (alliée au P. S. D.) ne manifestait qu'avec des drapeaux rouges-noir-dorés (!!) et avec des tracts contre ces bandits nationaux-allemands. Eux font la lutte par la parole, nous la lutte par les armes !

L'état de siège en Bavière n'était pas un obstacle insurmontable pour la jeunesse communiste pour développer son activité. De grandes manifestations ont eu lieu à Munich et la jeunesse communiste figurait en tête de ces manifestations.

Nous pouvons dire que la forte participation de la jeunesse communiste à ces escarmouches est la meilleure preuve que nous serons toujours prêts, comme nous l'étions pendant la guerre, au moment de la révolution, à l'occasion du « Kapp-putch » pendant les jours sanglants de mars, si la clique monarchiste voulait essayer de réaliser ses plans.

K. J.

## Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale  
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	14 »	16 »
12 mois .....	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à  
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

ALEXANDRA KOLLONTAI

### LA FAMILLE ET L'ETAT COMMUNISTE

2<sup>e</sup> édition

Une brochure ..... 0 fr. 40  
Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté  
par des ouvriers payés  
à l'heure syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)  
123, rue Montmartre, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges DANGON, Imprimeur